



Bureau  
international  
du Travail  
Genève

# LES EMPLOIS VERTS

## RAPPORT D'ACTIVITE 2014-2015





# LES EMPLOIS VERTS

RAPPORT D'ACTIVITE  
2014-2015

Copyright © Organisation internationale du Travail 2016  
Première édition 2016

Les publications du Bureau international du Travail jouissent de la protection du droit d'auteur en vertu du protocole no 2, annexe à la Convention universelle pour la protection du droit d'auteur. Toutefois, de courts passages pourront être reproduits sans autorisation, à la condition que leur source soit dûment mentionnée. Toute demande d'autorisation de reproduction ou de traduction devra être envoyée à l'adresse suivante: Publications du BIT (Droits et licences), Bureau international du Travail, CH-1211 Genève 22, Suisse, ou par courriel: [rights@ilo.org](mailto:rights@ilo.org). Ces demandes seront toujours les bienvenues.

Bibliothèques, institutions et autres utilisateurs enregistrés auprès d'un organisme de gestion des droits de reproduction ne peuvent faire des copies qu'en accord avec les conditions et droits qui leur ont été octroyés. Visitez le site [www.ifrro.org](http://www.ifrro.org) afin de trouver l'organisme responsable de la gestion des droits de reproduction dans votre pays.

---

Les emplois verts: Rapport d'activité 2014-2015 / Bureau international du Travail. - Genève: OIT, 2016  
1 v.

ISBN: 978-92-2-231278-8 (print)  
978-92-2-231279-5 (web pdf)

Egalement disponible en anglais: Green Jobs: Progress Report 2014-2015. (ISBN 978-92-2-131113-3 (print) 978-92-2-131114-0 (web pdf)), Genève, 2016.

13.01.1

*Données de catalogage du BIT*

---

Les désignations utilisées dans les publications du BIT, qui sont conformes à la pratique des Nations Unies, et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Bureau international du Travail aucune prise de position quant au statut juridique de tel ou tel pays, zone ou territoire, ou de ses autorités, ni quant au tracé de ses frontières.

Les articles, études et autres textes signés n'engagent que leurs auteurs et leur publication ne signifie pas que le Bureau international du Travail souscrit aux opinions qui y sont exprimées.

La mention ou la non-mention de telle ou telle entreprise ou de tel ou tel produit ou procédé commercial n'implique de la part du Bureau international du Travail aucune appréciation favorable ou défavorable.

Les publications et les produits numériques du Bureau international du Travail peuvent être obtenus dans les principales librairies ou auprès des plat-formes de distribution numérique. On peut aussi se les procurer directement en contactant [ilo@turpin-distribution.com](mailto:ilo@turpin-distribution.com). Pour plus d'information visitez notre site Web: [www.ilo.org/publns](http://www.ilo.org/publns) ou contactez [ilopubs@ilo.org](mailto:ilopubs@ilo.org).

---

Conception et impression par le Centre international de formation de l'OIT, Turin - Italie

# TABLE DES MATIERES

<b>Troisième rapport d'activité sur les emplois verts. Bienvenue</b>	4
<b>1. Introduction</b>	<b>6</b>
Progress 2014-2015	6
Plusieurs nuances de vert	7
<b>2. Changement climatique et monde du travail</b>	<b>8</b>
Le rôle de l'OIT dans les négociations internationales sur le changement climatique	12
<b>3. Coup de projecteur sur les participants au programme</b>	<b>15</b>
Aghna apprend à rendre son entreprise alimentaire plus écologique	16
José fait carrière dans la gestion des eaux usées	18
Nua et ses voisins construisent des étangs d'aquaculture locaux pour une pisciculture durable	20
Wankai et ses légumes de serre biologiques	22
David et le personnel de service de son hôtel écologisent leurs pratiques	24
Omba et son entreprise de construction écologique	26
<b>4. Principaux domaines d'action</b>	<b>28</b>
Renforcement des capacités	28
- Académie mondiale sur l'économie verte	30
- Cours en ligne sur les emplois verts pour un développement durable	32
Programme conjoint des Nations Unies d'appui aux pays: Partenariat pour l'action en faveur d'une économie verte (PAGE)	34
Outils diagnostiques et réseau de professionnels: GAIN	38
Outils pour les entreprises	40
Outils pour les gouvernements	42
<b>5. Publications récentes</b>	<b>44</b>
<b>6. Remarques finales</b>	<b>48</b>



# Troisième rapport d'activité sur les Emplois verts

## *Bienvenue*

Le Programme des emplois verts de l'OIT continue à promouvoir les emplois verts et décents pour les femmes et les hommes dans le monde entier. La création d'emplois verts et l'écologisation des emplois, des entreprises et des économies existantes sont un moyen essentiel pour parvenir au développement durable et fournir un travail décent pour tous. Les emplois verts contribuent au renforcement des capacités d'adaptation aux changements climatiques des pays et des communautés. En étant correctement conçus et gérés, les emplois verts peuvent favoriser l'inclusion sociale et l'égalité hommes-femmes et contribuer à l'éradication de la pauvreté. Grâce à une variété d'activités, le programme permet aux gouvernements, aux entreprises et aux travailleurs de renforcer leurs capacités, d'acquérir des compétences et d'échanger leurs connaissances dans le domaine de l'écologisation des politiques et des pratiques à l'appui d'une transition équitable vers une économie durable et à faible émission de carbone.


---

Pour plus d'informations sur le Programme des emplois verts, veuillez consulter notre site [www.ilo.org/greenjobs](http://www.ilo.org/greenjobs). Vous y trouverez des renseignements sur nos activités et initiatives nationales, nos partenariats, les prochains événements et les formations, et vous pourrez accéder aux contenus multimédias.


Le Programme des emplois verts tient à remercier ses partenaires, les participants et les collègues de l'OIT qui ont contribué à l'élaboration de ce rapport d'activité, ainsi que les personnes activement impliquées dans le Réseau mondial des emplois verts.

Si vous souhaitez nous contacter, n'hésitez pas à nous écrire à l'adresse suivante: [greenjobs@ilo.org](mailto:greenjobs@ilo.org)

Les services du Programme des emplois verts:




**Porter conseil** pour la formulation et la mise en œuvre de politiques efficaces aux niveaux national et sectoriel favorables à la création d'emplois verts, à la promotion de l'inclusion sociale et au renforcement de la durabilité



**Renforcement des capacités** en fournissant aux parties prenantes des opportunités d'apprendre au sujet de concepts clés des emplois verts, d'approches adaptées, d'outils existants et de meilleures pratiques




**Création de connaissances** grâce aux expériences documentées, aux études mondiales, régionales et sectorielles, aux rapports phares et aux lignes directrices



**Projets pilotes** pour le développement et l'évaluation des outils sur les approches sectorielles et thématiques



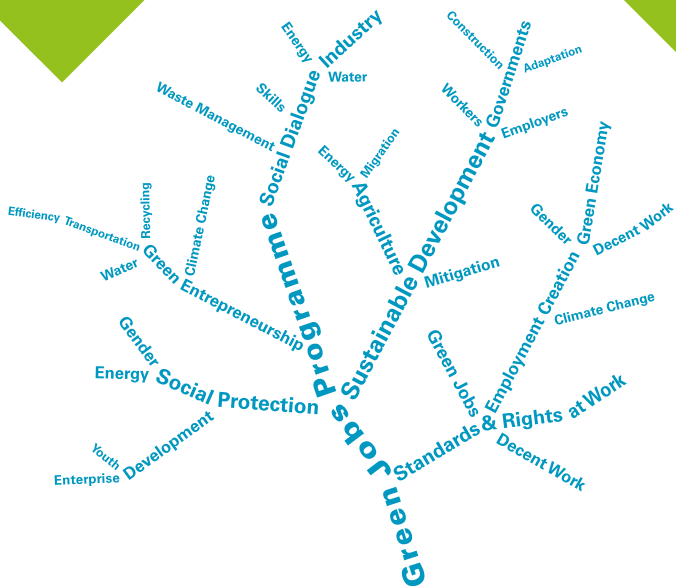
**Plaidoyer** en participant à des dialogues et des processus de négociation clés



**Diagnostic et priorisation** en identifiant les secteurs économiques bénéficiant d'un potentiel élevé d'emplois verts grâce à des évaluations nationales



**Partage des connaissances** grâce aux partenariats et réseaux mondiaux et régionaux



# 1. INTRODUCTION

## Progrès 2014-2015

L'année 2015 a été marquée par deux processus politiques internationaux de premier plan, à savoir l'adoption des Objectifs de développement durable (ODD) dans le cadre du Programme de développement pour 2030 d'une part, et les négociations en vue d'un nouvel accord mondial sur le climat d'autre part. Les activités du Programme des emplois verts se sont reposées largement sur ces deux processus.

A l'échelle mondiale, l'OIT plaide en faveur de l'intégration du travail décent et des programmes climatiques, pour qu'ils se renforcent mutuellement. Ainsi, l'OIT s'est activement impliquée dans les discussions internationales sur le climat, et notamment dans le processus de négociation débouchant sur la vingt et unième session de la Conférence des Parties (COP21) de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), qui s'est déroulée à Paris en décembre 2015. Ces efforts ont été couronnés par la signature d'un nouvel accord sur le changement climatique qui reconnaît le caractère impératif d'une transition juste et de la création d'emplois décents.

A l'échelle nationale, le programme des emplois verts constitue un ensemble de plus en plus complet d'informations et de services consultatifs pour l'élaboration et la mise en œuvre de plans, de politiques et de stratégies de développement mettant l'accent sur la promotion des emplois verts, l'inclusion sociale et l'égalité entre hommes et femmes. Le cadre de politiques pour une «transition juste» convenu au cours de la 102<sup>e</sup> session de la Conférence internationale du Travail en 2013, et les principes directeurs adoptés en 2015, identifient les domaines de politique clés et proposent un ensemble de recommandations visant à créer des économies et des sociétés écologiquement durables pour tous, avec des retombées positives sur les marchés du travail.

La **Partie 1** du présent rapport contient un aperçu des liens entre le changement climatique et le monde du travail, du cadre politique pour une transition juste et du rôle de l'OIT dans les négociations internationales sur le changement climatique.

La **Partie 2** présente les expériences de six personnes ayant bénéficié des activités et projets du Programme issues de régions et de secteurs différents. Ces portraits ont été réalisés après avoir recueilli les récits personnels de chacun, et démontrent les effets positifs des interventions environnementales et sociales sur les travailleurs et leur lieu de travail.

La **Partie 3** souligne les principaux développements du Programme des emplois verts en 2014 et 2015. Parmi ces développements, l'expansion et la diversification notables du portefeuille de formation aux emplois verts; les progrès accomplis par le Partenariat pour l'action en faveur d'une économie verte (PAGE – *Partnership for Action on Green Economy*) et le Réseau des institutions d'évaluation des emplois verts (GAIN - *Green jobs Assessment Institutions Network*); le développement d'un modèle d'intervention visant à rendre plus écologiques les entreprises de l'industrie hôtelière au Mexique et au Honduras; et le développement de nouveaux outils de mesure des emplois du secteur environnemental, testés dans des programmes pilotes en Albanie et en Mongolie.



La **Partie 4** présente les dernières publications du Programme des emplois verts et des départements et bureaux de l'OIT. Ces publications couvrent un large éventail de questions, comme l'égalité entre hommes et femmes, la transition juste, le rôle des compétences et de la formation, et des guides pratiques sur l'entrepreneuriat vert.

La **Partie 5** constitue une conclusion sur les stratégies et priorités futures du Programme des emplois verts.

## Plusieurs nuances de vert

La mesure dans laquelle un emploi vert profite à l'environnement et constitue une amélioration des conditions de travail décent est très variable. Le concept de nuances de vert, reconnaît ce fait et le représente en symbolisant le niveau de décence et de durabilité environnementale d'un emploi vert sur un spectre chromatique vert (voir graphique ci-dessous).

Les emplois liés aux mesures de réparation et d'adaptation face à la pollution et aux déchets, souvent qualifiés de stratégies de «fin de cycle», sont représentés sur l'extrémité la plus claire du spectre. A l'inverse, les emplois liés à des mesures plus complètes visant à éviter la pollution sont représentés sur l'extrémité la plus foncée du spectre.

De la même manière, les emplois créés dans des entreprises respectant uniquement les normes du travail minimales à l'échelle nationale sont représentés en vert clair, alors que les emplois créés dans des entreprises accordant des avantages sociaux supplémentaires à leurs travailleurs, comme la protection de la maternité, sont représentés en vert foncé.

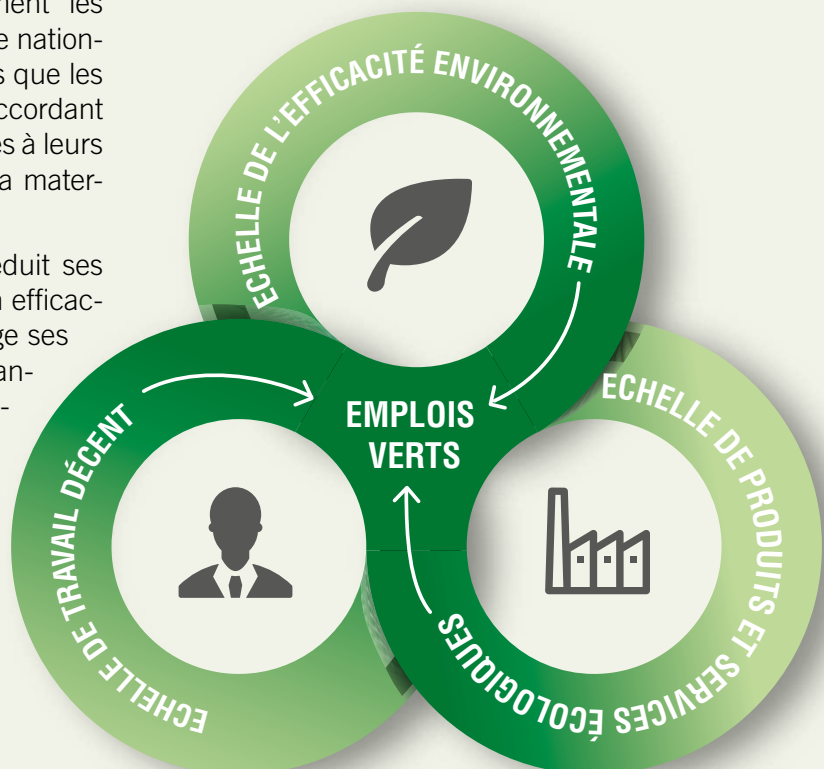
Plus un emploi ou une entreprise réduit ses déchets et sa pollution, augmente son efficacité matérielle et énergétique, et protège ses travailleurs en leur accordant des avantages sociaux, plus l'emploi ou l'entreprise est représenté par une couleur foncée, et plus il contribue à un futur durable.

Les activités représentées en vert clair ont un rôle important à jouer dans le processus global d'écologisation de l'économie, car elles apportent

le temps et la flexibilité nécessaires à la poursuite des initiatives «vert foncé» indispensables à une durabilité environnementale et un progrès social sur le long terme.

La capacité des pays à mettre en œuvre les types de changements nécessaires aux emplois verts et aux activités économiques vertes varie en fonction du niveau de développement du pays. Le contexte national doit donc être pris en compte lors de la détermination de la nuance de vert d'un emploi précis.

L'amélioration des conditions environnementales et sociales des emplois, des entreprises, des industries et des économies est un processus continu; l'objectif final étant des emplois totalement décents et verts.



## 2. CHANGEMENT CLIMATIQUE ET LE MONDE DU TRAVAIL



*«Agir pour le climat, c'est agir pour la croissance, la justice et les droits du travail.»*

**François Hollande**, *Président de la République française, Sommet sur le monde du travail 2015*

Le changement climatique est une priorité des programmes nationaux et internationaux. Dans le monde entier, des appels aux actions climatiques émanent des organisations internationales, des ONG, du secteur privé, des responsables sociaux et politiques et des jeunes, entre autres. Notre site Web met à disposition des messages vidéo de Christiana Figueres, Secrétaire exécutive de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), et du musicien et producteur Pharrell Williams, appelant à la mobilisation en faveur des programmes sur le climat et le travail décent<sup>1</sup>.

Les conséquences du changement climatique se font déjà fortement ressentir sur les marchés du travail et sur l'emploi. Sécheresses, vagues de chaleur, pluies violentes, cyclones tropicaux, augmentation du niveau des mers, augmentation des températures ou encore modification de la répartition des précipitations ont entraîné des déplacements de travailleurs et des perturbations des activités commerciales, endommagé les équipements des entreprises et les infrastructures, et eu des répercussions négatives sur les conditions de travail, la santé et la sécurité au travail, ainsi que la productivité<sup>2</sup>.

Ces conséquences affectent de manière très irrégulière les différentes régions et les différents secteurs et segments de la société. Les pays les plus touchés, à savoir les pays les moins avancés (PMA) et les petits Etats insulaires en développement (PEID), sont extrêmement vulnérables, car leurs capacités d'adaptation sont faibles. En outre, les secteurs dépendant du climat et des ressources naturelles, comme l'agriculture, la pêche et le tourisme, sont davantage touchés. Les travailleurs les plus touchés, à savoir les travailleurs pauvres, les travailleurs indépendants, les travailleurs du secteur informel, les travailleurs saisonniers et les travailleurs oc-

1 [Message de la CCNUCC au Sommet sur le monde du Travail et appel de Pharrell Williams en faveur du travail décent et des emplois verts.](#)

2 Visionnez notre [courte vidéo](#) sur le changement climatique et le monde du travail.

casionnels, sans oublier les micros et petites entreprises, ne disposent souvent pas d'un système de protection sociale adapté, ont des opportunités de revenus alternatifs limitées et dépendent fortement de ressources sensibles au climat, comme les sources locales d'approvisionnement en eau et en nourriture. Enfin, les femmes sont généralement plus touchées que les hommes en raison des inégalités existantes entre hommes et femmes<sup>3</sup>.

Outre la crise climatique, le monde traverse actuellement une crise de l'emploi, qui devrait toucher plus de 200 millions de personnes d'ici 2017<sup>4</sup>.

Les stratégies d'atténuation du changement climatique et d'adaptation à ce changement nécessitent d'investir dans de nouveaux produits, technologies, services et infrastructures, ce qui peut donner une impulsion majeure et créer de nouveaux emplois grandement nécessaires. L'OIT estime que 60 millions de nouveaux emplois pourraient ainsi être créés, comme des dizaines de millions d'emplois verts l'ont déjà été dans des pays de niveau de développement variable. Aux Etats-Unis, 2,7 millions d'emplois ont été créés dans le secteur des biens et services environnementaux, principalement au profit de travailleurs moyennement ou peu qualifiés. Au Brésil, 2,9 millions d'emplois verts ont été créés dans le cadre de la stratégie de développement à faible émission de carbone, ce qui représente 6,6 pour cent du total des emplois formels. En Chine, plus d'un million d'emplois ont été créés dans des programmes forestiers. Enfin, l'Union européenne compte 14,6 millions d'emplois directs et indirects relatifs à la protection de la biodiversité et à la réhabilitation des ressources forestières et nationales.<sup>5</sup> A l'échelle mondiale, le secteur des énergies renouvelables emploie plus de huit millions de travailleurs<sup>6</sup>.

Si la transition vers une économie à faible émission de carbone permet de créer un nombre important de nouveaux emplois, certains seront toutefois inévitablement supprimés, notamment si certaines ressources ou méthodes de production en particulier sont interdites. Certains emplois seront remplacés (par exemple, les emplois des usines d'incinération de déchets seront remplacés par des emplois dans des

## LE CHANGEMENT CLIMATIQUE CONSTITUE UN RISQUE CONSIDERABLE POUR LES EMPLOIS ET LES MOYENS DE SUBSISTANCE: DES CHIFFRES ALARMANTS

Au Bangladesh, en 2007, le cyclone Sidr a perturbé plusieurs centaines de milliers de petites entreprises et a eu des répercussions négatives sur 567 000 emplois.

Aux Etats-Unis, en 2012, l'ouragan Sandy a entraîné des milliards de dollars de dommages au niveau d'installations et d'infrastructures publiques et privées, et a entraîné le déplacement de 150 000 travailleurs. Enfin, au New Jersey, 11 000 travailleurs ont perdu leur emploi.

Aux Philippines, en 2014, le typhon Hagupit a touché environ 800 000 travailleurs, endommageant ou perturbant du jour au lendemain leurs moyens de subsistance.

Source: OIT (2015). [Decent Jobs in a Safe Climate: ILO Solutions for Climate Action](#) (en anglais)

3 Pour en savoir plus sur la façon dont le changement climatique affecte le monde du travail, consultez la partie consacrée aux [changements climatiques et à l'emploi](#) du site consacré aux emplois verts.

4 OIT (2016). [World Employment and Social Outlook: Trends 2016](#) (en anglais).

5 OIT (2012). [Working towards sustainable development. Opportunities for decent work and social inclusion in a green economy](#) (en anglais).

6 IRENA (2015). [Renewable Energy and Jobs - Annual Review 2015](#) (en anglais).

usines de recyclage; de même, la fabrication de ciment sera progressivement remplacée par la production et l'utilisation de matériaux de construction de substitution et plus écologiques), et la plupart des emplois seront transformés à mesure que les compétences et les méthodes de travail des plombiers, électriciens, métallurgistes, maçons et autres, deviendront plus écologiques.

Il est crucial de comprendre les effets sur l'emploi et les autres dynamiques de la transition vers des économies à faible émission de carbone pour développer des politiques cohérentes ayant des répercussions positives sur la société et le travail. Le dialogue social, et notamment la pratique du tripartisme et des négociations collectives, est indispensable pour concevoir des politiques de changement climatique et de transition à tous les niveaux. L'obtention et l'amélioration des compétences, la formation et l'éducation, ainsi que le développement de l'entrepreneuriat, sont nécessaires pour optimiser le potentiel de création d'emplois dans des économies à faible émission de carbone, en stimulant les investissements dans les nouveaux produits et services écologiques, et en promouvant des lieux de travail écologiques. Les mesures d'adaptation sont une occasion de créer des emplois et de rendre les communautés plus résilientes aux changements climatiques, notamment en renforçant les bâtiments et les infrastructures, et en construisant de nouvelles infrastructures résistantes au climat. Cela doit cependant être couplé à des systèmes de protection sociale, de microfinance et de microassurance, des programmes d'emploi public et des programmes de réduction des risques des catastrophes naturelles axés sur l'emploi, afin d'aider les personnes les plus vulnérables.

En 2015, l'OIT a publié ses **Principes directeurs pour une transition juste vers des économies et des sociétés écologiquement durables pour tous** dont le but est d'aider les pays à anticiper et gérer les conséquences sur les emplois et la société du changement climatique et des politiques d'écologisation afin de garantir le dialogue social, d'optimiser la création d'emplois et de faire en sorte que les segments les plus pauvres et les plus vulnérables de la société ne voient pas leur situation empirer. La version préliminaire des Principes directeurs a été révisée, finalisée, puis



Participants à la Réunion tripartite d'experts sur le développement durable, le travail décent et les emplois verts (2015)

adoptée au cours d'une Réunion tripartite d'experts sur le développement durable, le travail décent et les emplois verts en octobre 2015.

Les Principes directeurs pour une transition juste vers des économies et des sociétés écologiquement durables pour tous comprennent les domaines d'action suivants:

- **Cohérence des politiques et des dispositions institutionnelles** pour intégrer le développement durable et préserver le dialogue entre les parties prenantes et la coordination des différents domaines politiques
- L'établissement de mécanismes de **dialogue social** tout au long du processus d'élaboration des politiques à tous les niveaux
- **Politiques macroéconomiques et politiques de croissance** axées sur l'emploi
- Régulations environnementales dans des **industries et secteurs** ciblés
- Création d'un environnement favorable à des **entreprises durables et plus vertes**
- **Développement des compétences** afin de disposer des compétences nécessaires à tous les niveaux pour promouvoir l'écologisation de l'économie
- **Politiques de sécurité et santé au travail** afin de protéger les travailleurs des dangers et risques professionnels
- **Politiques de protection sociale** afin de renforcer la résilience et protéger les travailleurs des conséquences néfastes du changement climatique, de la restructuration de l'économie et des contraintes en matière de ressources
- **Politiques du marché du travail** favorisant activement la création d'emplois, limitant les suppressions d'emplois et veillant à la bonne gestion des ajustements liés aux politiques d'écologisation

Les Principes directeurs adoptés se sont avérés un outil opportun pour appuyer la mise en œuvre des contributions prévues déterminées au niveau national (INDCs - Intended Nationally Determined Contributions) dans le cadre des actions climatiques.

L'Accord de Paris, adopté par les 195 pays présents à la COP21, reconnaît les «impératifs d'une transition juste pour la population active et de la création d'emplois décents et de qualité conformément aux priorités de développement définies au niveau national». Cela reflète clairement l'interdépendance des actions relatives aux changements climatiques d'une part, et à l'emploi et à l'inclusion sociale d'autre part.

*«Les Principes directeurs de l'OIT récemment adoptés en faveur d'une transition vers une économie respectueuse de l'environnement peuvent devenir un instrument puissant pour traduire cet accord mondial en politiques nationales visant non seulement à protéger l'environnement, mais aussi à créer des emplois décents et à étendre la protection sociale.»*

Guy Ryder, Directeur général de l'OIT

## Le rôle de l'OIT dans les négociations internationales sur le changement climatique

Au niveau international, l'OIT plaide en faveur de l'intégration des programmes sur le changement climatique et le travail décent. L'OIT s'est activement engagée dans les débats multilatéraux sur le changement climatique et le processus de la CCNUCC en vue de la COP21, en mettant l'accent sur les liens entre le changement climatique et le monde du travail et sur le besoin d'une transition juste vers des économies à faible émission de carbone, et en présentant ses solutions en vue d'une action climatique.

L'OIT a soumis une proposition officielle au Groupe de travail spécial de la plate-forme de Durban pour une action renforcée (ADP - *Ad Hoc Working Group on the Durban Platform for Enhanced Action*), organe responsable de la rationalisation et de la consolidation du texte négocié au cours de la COP21. Cette proposition indiquait comment et quand «le travail décent et



Délégation de l'OIT à la COP21 de Paris (2015)

les transitions justes» pourraient être intégrés, et introduits les actions et initiatives de l'OIT en faveur des solutions relatives au changement climatique<sup>7</sup>.

L'OIT a participé à tous les échanges portant sur l'Article 6 de la CCNUCC, qui invite les parties à développer et mettre en œuvre des programmes d'éducation, de formation et de sensibilisation du public aux changements climatiques, et à garantir la participation du grand public à l'élaboration de mesures d'adaptation aux changements climatiques. L'OIT a soumis une proposition officielle au programme de travail de Doha portant sur l'Article 6, en donnant un aperçu de ses approches, de ses modèles d'intervention et de ses programmes de coopération technique pouvant contribuer à l'éducation et à la formation sur le changement climatique<sup>8</sup>. L'OIT travaille directement avec les parties afin d'améliorer la mise en œuvre de l'Article 6 grâce à des projets et programmes de formation et de développement et de renforcement des capacités et des compétences à l'échelle nationale.

L'OIT a fourni des plateformes de discussion internationales sur le changement climatique et le travail décent. En mai 2015, le dialogue Climate Change and Jobs: Shaping the COP21 Agenda of Solutions (Changement climatique et emploi: forger le programme de solutions de la COP21) a fourni une plateforme aux experts sur le climat et aux représentants des gouvernements, des organisations des employeurs, des travailleurs et des organisations des entreprises, qui ont pu partager leur point de vue sur la façon dont les programmes sur le climat et le travail décent peuvent se renforcer mutuellement<sup>9</sup>.

Le 11 juin 2015, le Sommet sur le monde du travail de la 104<sup>e</sup> Conférence internationale du Travail s'est intéressé aux effets du changement climatique sur les travailleurs, les entreprises et les gouvernements. Une discussion de groupe de haut niveau s'est concentrée sur l'importance du dialogue social dans le développement de stratégies appropriées pour l'action climatique dans le but de développer la résilience et de créer des solutions en faveur de la justice sociale, de l'emploi productif et des entreprises durables, et d'assurer une transition juste pour tous. Au cours d'une séance spéciale, le Président français, François Hollande, a invité les représentants des gouvernements, et des organisations des travailleurs et des employeurs des 185 Etats membres de l'OIT à fournir des efforts afin d'atténuer les effets du changement climatique et de s'y adapter, d'anticiper les besoins en matière de compétences, de formation et de technologie des économies à faible émission de carbone, et de mettre en place un droit du travail international<sup>10</sup>.

7 OIT (2015). *ILO Submission to UNFCCC Parties* (en anglais).

8 OIT (2015). *ILO submission to the Subsidiary Body for Implementation (SBI) on the third dialogue on article 6 of the Convention to be convened during SBI 42* (en anglais)

9 Pour en savoir plus sur les résultats de ce dialogue, consulter l'article «*World of work essential for climate solutions, says dialogue on climate change and jobs*» (en anglais)

10 Son discours peut être visionné à l'adresse suivante: [Président Hollande s'adresse à la Conférence internationale du Travail](#)

En octobre 2015, l'OIT a organisé un dialogue de 50 jours avant la Conférence sur le climat, *Towards a Successful COP21: Decent Work and a Just Transition to Address Climate Change* (Vers une COP21 réussie: travail décent et transition juste en réponse au changement climatique), afin d'appuyer l'inclusion de ces deux dimensions dans l'accord en cours de rédaction.

L'OIT et la CCNUCC se sont engagées à renforcer leur collaboration afin de mobiliser leurs membres en faveur d'un accord mondial ambitieux et efficace sur le changement climatique. La décarbonisation de la planète engendrera un monde plus sûr, plus sain et plus prospère, avec des millions d'opportunités de travail décent.



### 3. COUP DE PROJECTEUR SUR: LES PARTICIPANTS AU PROGRAMME



## Aghna apprend à rendre son entreprise de production de snacks plus écologique



**Aghna Nurishshifa est propriétaire de Dapur Abon, une entreprise qui fabrique des snacks sans conservateurs en Indonésie.**

*«Le fait d'être écologique n'implique pas de négliger les aspects économiques de mon entreprise. De plus, cela permet à mon entreprise de se démarquer.»*

En 2011, Aghna Nurishshifa et son époux Dali Perdana ont ouvert Dapur Abon, une entreprise de produits alimentaires spécialisée dans l'abon sans conservateurs. L'abon est un plat local préparé à partir de pommes de terre râpées, bouillies, hachées, épicées, frites, puis séchées. Dans la région du Bandung occidental, six femmes locales sont employées sur le site de production de Dapur Abon.

Aghna a reçu des informations sur le programme de formation de cinq jours «Démarrer son entreprise écologique» (SYGB - *Start Your Green Business*) organisé à Bandung par le ministère de la Jeunesse et des Sports, partenaire du Programme indonésien sur l'entreprenariat vert (IGEP - *Indonesian Green Entrepreneurship Programme*). En novembre 2013,

Aghna a décidé de suivre le programme, mais pas pour apprendre comment démarrer une entreprise, car Dapur Abon fonctionnait déjà très bien à l'époque. Au contraire, elle a vu ce programme comme une chance d'améliorer ses connaissances commerciales et d'apprendre comment rendre ses pratiques commerciales plus écologiques.

Au cours de la formation, Aghna a reçu des enseignements sur des éléments de planification commerciale comme l'estimation des coûts, la planification financière et le marketing. Elle a également appris comment rendre une entreprise plus écologique en analysant les cycles d'activité afin d'identifier des possibilités de réduction des déchets. Ce qu'Aghna a appris l'a beaucoup inspirée et elle

a aussitôt commencé à appliquer ses nouvelles connaissances à ses pratiques commerciales quotidiennes. Aghna a arrêté de jeter l'huile utilisée pour produire l'abon et a commencé à l'utiliser comme lubrifiant sur son site de production. Elle a commencé à imprimer la mention «*tertib membuang sampah*» sur l'étiquette de ses produits, afin d'encourager les consommateurs à éliminer l'emballage des produits de manière responsable. L'emballage de ses produits a également été conçu de manière à pouvoir être facilement réutilisable.

Grâce à sa formation, Aghna a acquis des connaissances qui lui ont ouvert de nouvelles possibilités d'enrichissement. En 2014, elle a franchi avec succès toutes les étapes du processus de sélection du programme d'entrepreneurs de la Wirausaha Bank Indonesia (WUBI) et s'est classée parmi les cinq premiers entrepreneurs de la province de Java occidental. En 2015, Aghna a été désignée par le Ministère des Coopératives et des Petites Entreprises pour représenter l'Indonésie au Salon International du Halal de Malaisie, le plus gros salon mondial destiné aux consommables, produits et services halals.

Aghna a été contactée par le Département de la Main-d'œuvre de Java occidental afin de participer à un programme visant à rendre les travailleurs migrants plus autonomes en leur permettant d'acqué-

rir des compétences utiles pour trouver un emploi. Depuis lors, Aghna a déjà formé 20 travailleurs migrants à la production d'abon, en mettant l'accent sur la réduction des déchets au cours du processus de production et de consommation. Elle a déclaré: «Je suis absolument ravie de pouvoir transmettre mes connaissances et compétences à d'autres personnes. L'économie verte, c'est aussi accorder plus d'importance aux conditions sociales.»

Aghna aspire aujourd'hui à supprimer complètement les déchets découlant des pratiques commerciales et des produits de Dapur Abon. Pour elle, cela repose sur deux éléments clés: la gestion des restes alimentaires et la formation des employés à des comportements plus écologiques sur leur lieu de travail.

L'entreprise d'Aghna enregistre actuellement d'excellents résultats. A l'origine, Aghna cherchait un endroit où exposer ses produits, mais elle possède aujourd'hui un point de vente. Dapur Abon produit quatorze parfums d'abon sans conservateurs et elle vient d'agrandir son offre avec des snacks à l'abon sans conservateurs pour enfants, une alternative saine aux produits actuellement disponibles sur les marchés locaux. Dapur Abon permet à Aghna de générer un chiffre d'affaires suffisant pour entretenir sa famille.

Le Programme indonésien sur l'entreprenariat écologique (IGEP) a encouragé l'entreprenariat vert dans les zones rurales et urbaines d'Indonésie, et appuyé la transition vers une économie verte et socialement inclusive entre 2012 et 2015. L'une des principales activités de l'IGEP était le développement et la mise en œuvre d'un ensemble d'outils et d'un régime de formation Start Your Green Business propre à l'Indonésie.



**Pour plus d'informations sur l'IGEP, veuillez consulter le site suivant:**

<http://apgreenjobs.ilo.org/project/green-entrepreneurship-programme> (en anglais)

# José fait carrière dans la gestion des eaux usées



**José a participé à un programme d'enseignement et de formation techniques et professionnels (EFTP) au Costa Rica.**

*«De nombreuses entreprises ne souhaitent pas investir dans des infrastructures visant à réduire leurs déchets et leurs émissions; elles considèrent les mesures de protection de l'environnement comme des dépenses superflues. La sensibilisation environnementale est indispensable pour instaurer une économie plus verte au Costa Rica.»*

En 2011, José Ramirez Blanco a décidé de participer à une formation professionnelle de neuf mois au centre de formation de Naranjo de l'Institut national d'apprentissage (INA – *Instituto Nacional de Aprendizaje*) du Costa Rica afin d'apprendre le métier d'exploitant d'une installation de traitement des eaux usées. A l'époque, il travaillait comme vendeur dans une quincaillerie et étudiait l'anglais.

José est intéressé par l'aspect environnemental de la formation, car depuis longtemps, il s'intéresse à la durabilité et à la protection de l'environnement. Il reconnaît que la conformité aux nouvelles réglementations en matière d'élimination des eaux usées est fondamentale pour la durabilité des entreprises.

Grâce à la formation professionnelle, José a appris les réactions chimiques indispensables à l'industrie de gestion des eaux usées. Il a appris comment identifier, classer, utiliser au mieux et stocker différents produits chimiques grâce aux fiches de données de sécurité des matériaux et aux pictogrammes de sécurité. Il a également appris les différents équipements de protection individuelle

à utiliser pour manipuler certains produits, en particulier les acides, les solvants et le chlore, et les procédures de sécurité à appliquer en cas de déversement, d'incendie et de contamination. José a suggéré d'intégrer l'accès aux laboratoires et aux équipements au cours du programme, afin de donner aux étudiants une expérience concrète sur les types de travaux analytiques réalisés lors du traitement des eaux usées.

Cette formation professionnelle a permis à José de trouver un travail dans le secteur de la gestion des eaux usées. Suite à cette formation, il a débuté sa carrière au laboratoire GAIA, dans le district d'Alajuela, près de San José.

GAIA est réputée pour ses travaux de maintenance dans les usines de traitement des eaux usées, mais l'entreprise travaille également dans la conception des usines de traitement et dans l'échantillonnage et l'analyse des eaux usées. José a travaillé chez GAIA pendant un an, ce qui lui a permis d'apprendre et d'enrichir son expérience dans la maintenance, la supervision et la surveillance des usines de traitement, ainsi que dans

l'échantillonnage et l'analyse des eaux usées en vue de l'élaboration de rapports d'activité pour les usines. De temps à autre, il a également dû collecter des échantillons d'air afin de contrôler les émissions de polluants atmosphériques.

Ensuite, José a travaillé pendant deux ans au Laboratoire de chimie atmosphérique LAQUAT de l'Université nationale du Costa Rica (UNA). Il y a effectué des analyses d'échantillons d'eau et de la qualité de l'air destinées aux rapports d'activité des entreprises (les entreprises ont besoin de ces rapports pour décrocher les permis sanitaires obligatoires à la conduite légale de leurs activités). José collectait des échantillons d'eau dans des bouteilles stérilisées afin d'analyser la température, le pH, la teneur en matière grasse et en huile, les substances actives au bleu de méthylène, les solides sédimentaires et en suspension, ainsi que les demandes biochimique et chimique en oxygène, ce qui est couramment utilisé pour mesurer le niveau de pollution organique et encadré par la législation au Costa Rica.

A l'heure actuelle, José travaille au Laboratoire d'analyse environnementale de l'UNA, un laboratoire gouvernemental accrédité. Son travail cible désormais moins la gestion des eaux usées et davantage le contrôle des émissions et polluants atmosphériques. La plus grande part de son travail consiste à se rendre sur le site d'entreprises afin de prélever des échantillons d'air et d'en contrôler la qualité. Ce travail de terrain a apporté à José une vision unique des activités des entreprises en termes d'action d'atténuation et de réduction des émissions, et d'attitude au regard de la protection de l'environnement.

José signale un manque global de sensibilisation à l'environnement et de capacités sur les lieux de travail où il a pu se rendre. En outre, il considère que c'est un obstacle important à la recherche de pratiques écologiques. Il s'est rendu compte que, si certaines entreprises fournissent des efforts importants pour réduire leur impact sur l'environnement, d'autres considèrent que les dépenses liées aux infrastructures de gestion des eaux usées et de contrôle des émissions ne leur apportent aucun profit. La plupart du temps, le personnel chargé de la gestion de l'environnement dans les entreprises ne dispose pas des compétences et connaissances nécessaires pour faire son travail, ce qui complique fortement les échanges et les prises de décision conjointes sur les améliorations environnementales.

D'après son expérience, José estime qu'il est fondamental d'améliorer la sensibilisation à l'écologie pour rendre l'économie plus verte et permettre un développement durable au Costa Rica. Il plaide en faveur de programmes d'éducation environnementale dans les écoles et d'une action gouvernementale à l'échelle nationale afin de sensibiliser les populations à l'environnement, de renforcer les connaissances et les capacités, et de transmettre les informations aux personnes et aux entreprises.

José pense que le Costa Rica pourrait devenir neutre en carbone d'ici 2020 si la population était mieux sensibilisée à l'environnement et si le pays mettait en œuvre des lois, réglementations et mécanismes d'application environnementaux plus stricts afin que les entreprises respectent les normes d'émission et fournissent des informations exactes sur leur impact environnemental.

Le projet sur la formation, l'orientation et l'insertion professionnelle (FOIL - Formación, Orientación e Inserción Laboral) (2010-2014) avait pour objet le renforcement des institutions d'enseignement et de formation techniques et professionnels en Amérique centrale et en République Dominicaine afin de développer les normes d'apprentissage et les cursus, et de mieux armer les travailleurs des connaissances et compétences nécessaires pour répondre à la demande croissante d'emplois verts.



Pour plus d'informations sur le projet FOIL, veuillez consulter le site:

[http://www.ilo.org/global/topics/green-jobs/projects/latin-america/WCMS\\_213186](http://www.ilo.org/global/topics/green-jobs/projects/latin-america/WCMS_213186) (en anglais)

## Nua et ses voisins construisent des étangs d'aquaculture locaux pour une pisciculture durable



**Nua et ses voisins pratiquent la pisciculture locale en Indonésie.**

*«Nous avons établi un calendrier et tous les jours, un ménage différent est chargé de nourrir les poissons et de nettoyer l'étang.»*

Auparavant, Nua gagnait sa vie en pêchant du poisson sauvage sur le lac Tundai voisin avant de le vendre à Bereng Benkel, son petit village du Kalimantan central, en Indonésie. Pour de nombreux habitants de cette région, le poisson est une source importante de revenus et de protéines.

Dans le milieu des années 1990, le Kalimantan central a été le théâtre d'un projet industriel à grande échelle qui visait à convertir plus d'un million d'hectares de terrain marécageux en terres agricoles destinées à la production du riz. Ce projet, connu sous le nom de *Mega Rice Project*, a eu des conséquences sociales et environnementales désastreuses. Le déboisement et le drainage massifs des marécages, ainsi que les activités au-

rifères conduites dans la région, ont dépeuplé les réserves de poissons des lacs et des rivières, et les communautés locales ont été confrontées à une insécurité alimentaire et économique croissante. Dans ces conditions, il était très difficile pour Nua de gagner un revenu stable. Elle a travaillé plus dur et plus longtemps, pour attraper moins de poissons et gagner moins d'argent.

Du fait de la baisse des réserves de poissons et de la pollution importante de l'eau, il a fallu trouver des solutions alternatives à la pêche sauvage en rivière. En mai 2013, Nua et certains de ses voisins se sont rendus à Palangkaraya, la capitale du Kalimantan central, pour participer à une formation de deux jours sur l'aquaculture dispensée par le

projet GLACIER de l'OIT. Nua et ses voisins y ont appris comment construire un étang à poissons, cultiver le poisson, préparer du fourrage et développer un plan commercial durable grâce à l'aquaculture locale. En juin 2013, Nua a participé avec d'autres à une formation participative de cinq jours où elle a eu l'occasion d'expérimenter concrètement tout ce qui avait été abordé au cours de la formation précédente.

Début juillet 2013, Nua et les autres participants au programme ont appliqué leurs nouvelles compétences acquises lors de ces deux sessions de formation pour construire cinq étangs de 6,8 mètres dans leur village. Avant de remplir les étangs d'eau, les participants ont répandu un engrais biologique sur le sol pour favoriser la croissance d'algues, principale source d'alimentation des poissons au début de leur croissance. Une fois la qualité de l'eau jugée adéquate, des jeunes poissons ont été introduits.

En septembre 2013, Nua et ses voisins ont participé à une autre formation pour apprendre à donner du fourrage aux poissons. Ils étaient ainsi armés de toutes les connaissances et compétences nécessaires pour gérer indépendamment leur acti-

tivité d'aquaculture. L'espèce de poisson choisie pour leur étang, l'*anabas testudineus* ou perche grimpeuse, est originaire du Kalimantan central et assure une marge bénéficiaire de 30 000 roupies indonésiennes (IDR, environ 2,30 USD) par poisson vendu.

Nua et quatre de ses proches voisins gèrent maintenant des étangs faciles d'accès dans leur village. Ils ont mis en place un système de partage des tâches de maintenance, dont l'alimentation des poissons et le nettoyage des étangs. Nua est ravie parce que le travail est moins pénible et qu'elle est maintenant en mesure de vendre suffisamment de poissons pour subvenir à ses besoins.

Grâce à ces investissements dans l'aquaculture et aux formations en la matière, la vente de poisson est redevenue une solution économique viable pour les villageois de Bereng Benkel. Beaucoup ont suivi l'exemple de Nua et ont commencé à construire leur propre étang d'aquaculture afin d'élever du poisson.

Le projet GLACIER (pour l'accès à des sources de revenus vertes pour une réponse environnementale inclusive au changement climatique dans le Kalimantan central) est un projet pilote qui a été organisé en 2012 et 2013 afin d'améliorer l'accès à des moyens de subsistance de meilleure qualité et plus durables de cinq communautés locales de la région du *Mega Rice Project*, au Kalimantan central.



Pour en savoir plus sur le projet GLACIER, veuillez consulter le site: [http://www.ilo.org/jakarta/whatwedo/projects/WCMS\\_202802](http://www.ilo.org/jakarta/whatwedo/projects/WCMS_202802) (en anglais)

## Wankai et ses légumes de serre biologiques



**Lin Wankai gère une entreprise de légumes de serre biologiques en Chine.**

*«Les produits biologiques, avec un niveau faible de pesticides toxiques et de résidus d'engrais chimiques, constituent aujourd'hui un avantage commercial puissant qui m'a permis d'augmenter ma capacité de production et d'explorer de nouvelles possibilités de marchés.»*

Début 2013, Lin Wankai avait des difficultés à trouver un emploi stable et envisageait de démarrer son entreprise. Il a décidé de participer au programme de formation sur les options commerciales écologiques (GBO - *Green Business Options*) de l'OIT à Yinchuan, capitale de la région autonome chinoise de Ningxia Hui. La formation GBO a pour but de donner aux participants les compétences nécessaires pour créer et gérer leur propre entreprise écologique.

Au cours de la formation GBO, plusieurs idées d'entreprises écologiques ont été présentées, dont l'agriculture biologique. Wankai et les autres participants ont découvert les «quatre P» du marketing (prix, produit, promotion et place) et ont reçu des

informations sur la réduction de la pollution et des déchets, ainsi que d'autres mesures de protection de l'environnement. Les connaissances acquises par Wankai au cours de cette formation ont servi de base à ses activités et entreprises commerciales ultérieures.

En avril 2013, Wankai a créé Ningxia Yikeyuan, une entreprise de production et de distribution de légumes de serre biologiques à Guyuan (Ningxia). Ningxia Yikeyuan fait pousser des poivrons, des tomates, des haricots et d'autres légumes. Wankai a pris des mesures pour réduire l'utilisation de substances toxiques à tous les niveaux de la production de légumes de ses serres. Il utilise du fumier, alternative riche en nutriments aux engrais



chimiques, et des méthodes de stérilisation du sol pour contrôler les nuisibles et les maladies des plantes plutôt que des pesticides. Si la production de légumes de serre biologiques coûte plus cher que les méthodes chimiques conventionnelles, et ce, pour un rendement moindre, Wankai a calculé que Ningxia Yikeyuan tire quand même profit de ces pratiques biologiques. En effet, ces produits écologiques sont reconnus sur le marché, ce qui donne des retours sur investissement intéressants.

L'utilisation de techniques agricoles biologiques permet à Wankai et ses employés de bénéficier de meilleures conditions de travail tout en offrant aux consommateurs des produits alimentaires plus sains. Les travailleurs sont moins exposés aux produits chimiques dangereux et les légumes produits dans les serres de Wankai contiennent moins de résidus d'engrais chimiques et de pesticides, et sont donc moins dangereux pour la consommation humaine. A mesure que son entreprise s'agrandit, ces répercussions sociales positives profitent

encore davantage aux travailleurs et aux consommateurs.

En effet, l'entreprise grandit et son chiffre d'affaires augmente. Wankai gère désormais ses activités dans tout le pays et il a pu faire passer sa capacité de production de 30 à 180 serres en 18 mois seulement. Ningxia Yikeyuan embauchait à l'origine dix employés, contre 30 maintenant, et offre donc des possibilités d'emploi nouvelles pour les populations locales.

Malgré les contraintes financières et techniques, Wankai souhaite étendre ses activités commerciales écologiques. A cette fin, il compte augmenter la proportion de fumier de 70 à 90 pour cent, réduisant ainsi encore ses besoins en engrais chimiques, utiliser la composition du sol comme un moyen de contrôler les nuisibles, et diminuer les besoins en pesticides. Enfin, il compte tirer profit des technologies de serres solaires.

Le régime de formation Green Business Options (GBO) actuellement mis en œuvre en Chine est un programme de formation visant à aider les jeunes entrepreneurs potentiels et existants à acquérir les compétences nécessaires pour élaborer des idées et des plans commerciaux écologiques. Au cours de la phase pilote (2010–2012), des milliers de jeunes de cinq provinces ont pu tirer profit de la formation. Depuis 2013, le GBO a mis à niveau son kit de formation et le régime a été mis en œuvre dans d'autres provinces.



**Pour plus d'informations sur le programme de formation GBO, veuillez consulter le site:**  
<http://apgreenjobs.ilo.org/project/green-business-option-project> (en anglais)

## David et le personnel de service de son hôtel écologisent leurs pratiques



**Le fait de travailler ensemble pour mettre en œuvre des pratiques écologiques sur le lieu de travail a considérablement amélioré les relations entre le personnel et la direction de l'hôtel Los Picos au Mexique.**

*«J'ai beaucoup changé. J'avais l'habitude de jeter les déchets par la fenêtre du bus. Maintenant, quand je vois quelqu'un faire la même chose, je lui demande d'arrêter.»*

Ces quatre dernières années, David Isaac Pérez Peralta a occupé le poste de chef dans l'hôtel Los Picos, un petit hôtel dans la région de Nuevo Vallarta, au Mexique. En 2014, David, son personnel de cuisine et d'autres membres de l'équipe du Los Picos (dont des employés chargés de l'entretien, des serveurs et des membres de la direction) ont participé à un atelier de l'OIT visant à rendre les entreprises du secteur touristique plus écologiques grâce à la collaboration entre travailleurs et employeurs.

Au départ, David était sceptique sur les méthodes d'écologisation qui lui étaient enseignées, car il doutait que le personnel de l'hôtel les applique. Selon lui, cela impliquait un changement d'attitude trop important. David raconte qu'au départ, les travail-

leurs de l'hôtel étaient très peu motivés à prendre des mesures pour rendre leurs habitudes plus écologiques. Cependant, des changements sont survenus progressivement à mesure que les travailleurs devenaient plus sensibles aux avantages de la durabilité environnementale dans leur emploi.

Au cours de l'atelier, David a appris comment utiliser des matériaux qu'il considérait auparavant comme des déchets afin de créer des produits d'entretien naturels. David avait l'habitude d'utiliser des solutions à base de javel, utilisant jusqu'à quatre litres de javel tous les trois jours. Désormais, David mélange les peaux des citrons, oranges ou pamplemousses utilisés par la cuisine de l'hôtel avec un kilo de mélasse et dix litres d'eau. Il laisse

ce mélange reposer pendant 60 jours pour produire un dégraissant naturel qui peut notamment servir à nettoyer le sol des cuisines, les murs, les grilles de cuisson et autres. Dix litres de cette formule naturelle suffisent à nettoyer la cuisine pendant environ 25 jours, ce qui a permis à l'hôtel de faire des économies sur le détergent et le chlore. Ces économies, qui se répercutent sur le résultat net de l'entreprise, servent à financer des événements au profit du personnel.

L'ensemble du personnel de Los Picos prend désormais des mesures en vue de réduire les déchets. Auparavant, le verre et les bouteilles en PET étaient jetés avec le reste des déchets ménagers. Aujourd'hui, le personnel trie le plastique, l'aluminium et les bouchons de plastique pour les recycler. Il collecte le verre non nécessaire et brisé, et le dépose dans des collecteurs de verre. Il fait l'inventaire des boîtes en carton emballant les livraisons que l'hôtel reçoit, conserve ce qui peut être réutilisé et revend le reste.

En collaborant pour mettre en œuvre des pratiques écologiques sur le lieu de travail, le personnel a amélioré sa communication et sa collaboration. Tous les membres du personnel participent aux initiatives écologiques et parviennent à en proposer et en développer de nouvelles. La direction reconnaît pouvoir s'inspirer des bonnes pratiques

de son personnel, ce qui a permis d'améliorer les relations entre direction et travailleurs. David raconte que l'ambiance de travail globale et la culture d'entreprise ont bénéficié de ces pratiques d'écologisation du lieu de travail.

En outre, à la fin de sa journée de travail, David conserve sa nouvelle sensibilité environnementale à la maison. Il applique également chez lui les principes et pratiques écologiques qu'il a appris et a sensibilisé toute sa famille à l'environnement. Le ménage a réduit son utilisation de la lumière à l'intérieur, en changeant uniquement les lampes qui étaient vraiment nécessaires, et en ouvrant les fenêtres pour bénéficier autant que possible de la lumière naturelle. Ils écrasent et recyclent les cannettes au lieu de les jeter avec les déchets ménagers et arrosent leur jardin moins souvent.

David se trouve transformé par tout ce qu'il a appris et accompli. Il a surtout été touché par le fait d'apprendre que des choses qu'il considérait autrefois comme des déchets pouvaient avoir une application pratique. David aimerait approfondir ses connaissances sur la durabilité environnementale et renforcer ses capacités en matière de pratiques écologiques. Il prévoit d'appliquer ces nouvelles connaissances acquises au cours de l'atelier sur son lieu de travail tout au long de sa carrière.

Cet atelier s'intégrait à un projet pilote mis en œuvre en 2014 dans six hôtels de la région de Nuevo Vallarta, au Mexique, une destination touristique très prisée. Ce pilote découlait de l'expérience du projet pour des entreprises plus vertes en Asie (GBA - *Greener Business Asia*) qui avait pour but d'améliorer les conditions de travail, la productivité et les performances environnementales des petites et moyennes entreprises de l'industrie hôtelière en Thaïlande. Ce projet pilote est actuellement étendu à de nouveaux hôtels et restaurants de la région.



**Pour plus d'informations sur le projet GBA, veuillez consulter le site:**

[http://www.ilo.org/global/topics/green-jobs/projects/asia/WCMS\\_218865/lang--en/index.htm](http://www.ilo.org/global/topics/green-jobs/projects/asia/WCMS_218865/lang--en/index.htm)  
(en anglais)

## Omba et son entreprise de construction écologique



**Omba a rendu son entreprise de construction plus écologique en Zambie, et réduit ses coûts de construction de 70 pour cent.**

*«La formation «Démarrer et améliorer son entreprise de construction écologique» (SIYGCB - Start and Improve Your Green Construction Business) m'a ouvert les yeux. Elle m'a permis de rendre mon entreprise plus écologique et je suis déterminée à poursuivre dans cette voie.»*

En 2007, Omba Lacey a créé de manière indépendante Katcey Constructions Limited, une entreprise de construction de maisons à Lusaka, en Zambie. La demande de construction de maisons est énorme en Zambie et au moins trois millions de nouveaux logements doivent être construits d'ici 2030.

En décembre 2014, quand Omba a entendu parler de la formation «Démarrer et améliorer son entreprise de construction écologique» (SIYGCB - *Start and Improve Your Green Construction Business*), dispensée par l'OIT dans la capitale zambienne, elle n'a pas hésité à participer. C'était la première op-

portunité de ce genre dans la région, et Omba avait à cœur de diversifier ses compétences professionnelles, ouvrant ainsi la porte à de nouvelles perspectives pour elle-même et pour son entreprise.

Avant la formation SIYGCB, Omba n'avait jamais envisagé d'utiliser des matériaux de construction durables sur le plan environnemental. Elle importait de l'aluminium et de l'acier d'Afrique du Sud et de Chine, ce qui prenait du temps et coûtait cher. Omba explique que les délais de livraison de ces matériaux dépassaient souvent les délais des projets, et que l'importation de ces matériaux nécessitait des acomptes de l'ordre de 120 000 ZMK

(environ 12 000 USD) pour une maison de quatre pièces. En outre, Omba utilisait des matériaux toxiques pour l'homme, comme l'amiante, exposant ses employés comme elle-même à des risques.

Au cours de la formation SIYGCB, Omba a découvert des pratiques de construction durables sur le plan environnemental et des méthodes d'approvisionnement local pour les matériaux de construction. Elle a pris conscience des répercussions négatives des coupes à blanc des arbres sur les sites de construction et il lui a été suggéré d'utiliser le bois des arbres coupés sur place comme matériau de construction. Omba a appris comment utiliser des moules de bois ou des machines à hydrofoam pour faire des briques d'argile et de terre à partir des sols adaptés, et les utiliser pour la construction des maisons. Enfin, Omba a appris comment récolter l'eau de pluie pour en faire une source d'eau potable, à l'aide de gouttières, de tuyaux et de citernes.

Omba raconte que l'écologisation de Katcey Constructions Limited lui a permis de réduire ses coûts de construction de 70 pour cent, rendant les maisons plus abordables pour tous et créant des opportunités d'emploi pour les habitants locaux.

Katcey Constructions Limited emploie actuellement 20 à 35 personnes, à qui Omba transmet ses connaissances sur la construction écologique.

Les connaissances acquises au cours de la formation SIYGCB ont inspiré Omba et quinze autres entrepreneurs (onze femmes et quatre hommes) ayant également participé à la formation à créer un consortium écologique dans le but de fournir des biens et services écologiques.

Omba estime que la sensibilisation et les formations pratiques sont les facteurs les plus importants de l'écologisation du secteur de la construction en Zambie, et elle souhaiterait voir davantage d'opportunités en la matière. Elle est particulièrement intéressée par les cours de renforcement des capacités de haut niveau pour la construction, afin d'apprendre des méthodes d'amélioration de la qualité des matériaux de construction locaux. Omba a signalé le besoin d'appui financier pour l'achat d'équipements de construction écologiques.

Le programme Emplois verts en Zambie, un projet «une ONU», a pour but d'appuyer la création de 5 000 emplois verts dans des petites et moyennes entreprises du secteur de la construction zambien d'ici 2018.



Pour plus d'informations sur le programme Emplois verts en Zambie, veuillez consulter le site <http://www.zambiagreenjobs.org/> (en anglais)

## 4. PRINCIPAUX DOMAINES D'ACTION

### Renforcement des capacités

Au cours de la période 2014-2015, les activités de formation et de renforcement des capacités liées aux emplois verts se sont accrues et diversifiées. Les réalisations les plus remarquables – l'Académie sur l'économie verte, organisée dans le cadre du Partenariat pour l'action en faveur d'une économie verte (PAGE), et une formation en ligne sur les emplois verts pour un développement durable – sont présentées dans cette partie.

En 2014 et 2015, l'unité de formation sur les emplois verts du Centre international de formation de l'OIT (CIF-OIT) a proposé 22 formations à 529 bénéficiaires aux niveaux national, régional et international. Les offres de formations sont continuellement modifiées en collaboration avec les principales parties prenantes et les mandats de l'OIT de manière à pouvoir répondre au mieux aux besoins croissants et en constante évolution pour promouvoir une économie verte inclusive.

Aujourd'hui, le portefeuille de formation aux emplois verts du CIF-OIT est constitué:

- a) d'une série de cours personnalisés proposés à Turin, sur le terrain ou à distance;
- b) d'un ensemble de modules d'apprentissage à distance disponible sur le campus virtuel du CIF-OIT;
- c) de supports de formation pour les cours destinés aux gouvernements, aux partenaires sociaux, aux professionnels et au personnel de l'OIT (disponibles en anglais, en français et en espagnol);
- d) des travaux de recherche et des services consultatifs;
- e) des projets de renforcement des capacités à l'échelle nationale, notamment le Programme de formation sur les emplois verts pour l'Afrique du Sud;
- f) d'un programme de certification des emplois verts pour le personnel de l'OIT, dans le cadre d'une initiative de développement du personnel par les ressources humaines pour tout le bureau.

Concernant la recherche et les services consultatifs, il convient de mentionner deux initiatives spécifiques à long terme: 1) le guide pour les organisations des employeurs dans lequel est abordé le rôle de ces organisations dans la promotion d'économies et d'entreprises durables sur le plan environnemental intitulé *Greening the economies, enterprises and jobs: The role of employers' organizations in the promotion of environmentally sustainable economies and enterprises* et 2) le

## FORMATION SUR LES EMPLOIS VERTS POUR L'AFRIQUE DU SUD (2014-2015)

Le CIF-OIT et le Fonds vert pour l'Afrique du Sud se sont associés pour mettre en œuvre un programme de formation de deux ans pour la promotion des emplois verts et du travail décent dans la transition vers une économie verte en Afrique du Sud. Le Fonds vert est une initiative gouvernementale établie par le Département des affaires environnementales siégeant au sein de la Banque de développement de l'Afrique australe (DBSA), en vue de constituer un appui dans le cadre de la transition économique de l'Afrique du Sud vers une croissance à faible émission de carbone, fondée sur l'utilisation efficace des ressources et résistant aux changements climatiques.

Les capacités institutionnelles des gouvernements nationaux et provinciaux, et des organisations de la société civile et du secteur privé ont été renforcées pour mettre en œuvre les politiques nationales et sectorielles relatives à la promotion des emplois verts.

Des services consultatifs dans le domaine de la formation et de l'apprentissage ont été créés pour diffuser les connaissances et proposer des outils à 160 parties prenantes nationales et locales, afin que ces dernières puissent: a) évaluer le potentiel de création d'emplois verts, élaborer et mettre en œuvre des politiques et des stratégies d'appui; b) discuter des possibilités en matière d'investissement et de technologie; et c) surveiller et évaluer les progrès accomplis en matière de création d'emplois dans l'économie verte. La Banque de développement de l'Afrique australe a apporté son soutien à ce programme. Grâce à ce programme, les gouvernements provinciaux ont également demandé que le renforcement des capacités soit plus axé sur les emplois verts. Ceci est actuellement évalué par l'OIT à Pretoria en collaboration avec le CIF-OIT et la DBSA.

projet EGREJOB pour la promotion des emplois verts dans l'espace méditerranéen. Le guide pour les organisations d'employeurs a été développé en collaboration avec le Bureau des activités pour les employeurs (ACT/EMP) et le projet de l'OIT *Greener Business Asia* (GBA). Il répond aux besoins spécifiques des associations du secteur privé souhaitant participer à des dialogues sur les politiques mondiales et nationales relatives à la croissance verte et diversifier les services proposés à leurs membres.



Formation sur les emplois verts dans le secteur des déchets en Afrique du Sud (2015)

Le projet EGREJOB, mis en œuvre dans le cadre de l'Instrument européen de voisinage et de partenariat (IEVP) transfrontalier (CTF) Méditerranée (MED), a abordé le déficit d'emploi des jeunes dans le bassin méditerranéen en analysant le potentiel de création d'emplois verts et les besoins en matière de compétences.

La conception et la prestation de formations personnalisées sur les emplois verts dans les secteurs de la gestion des déchets et des ressources naturelles en Afrique du Sud ont été au cœur des activités à la fin de l'année 2015. Ces cours sectoriels font souvent partie d'autres formations proposées à l'échelle régionale et mondiale. A l'avenir, l'unité de formation sur les emplois verts du CIF-OIT pourra s'élargir et inclure d'autres cours sectoriels axés sur la construction durable, les énergies renouvelables, et d'autres domaines d'expertise, tels que l'intégration de la question de l'égalité hommes-femmes dans la promotion des emplois verts<sup>11</sup>.

## Académie mondiale sur l'économie verte

*«Je pense que l'Académie sur l'économie verte est une expérience exceptionnelle qui nous a fait prendre conscience de nombreux enjeux. [...] C'est très enrichissant de pouvoir échanger les apprentissages avec les autres pays, de développer son réseau et de se familiariser avec des initiatives ... Je repars non seulement avec des connaissances, mais aussi des idées concrètes à appliquer dans mon pays.»*

*Ivy Wong, Malaisie*

La première Académie sur l'économie verte a été organisée dans le cadre du Partenariat pour l'action en faveur d'une économie verte (PAGE). Ce forum de deux semaines a offert à 86 professionnels de 30 pays une possibilité unique de formation et d'échanges de connaissances.

Grâce à cette formation, les participants ont pu acquérir des connaissances approfondies des méthodes adaptées, des meilleures pratiques et des outils fiables aux niveaux national et sectoriel. Une grande variété de sujets a été abordée, notamment: les concepts, les définitions et les approches relatifs à l'économie verte; les stratégies d'écologisation des secteurs économiques, des industries et des entreprises; l'élaboration des politiques économiques vertes grâce au dialogue et à la participation; les options de modélisation quantitative; les mesures et le suivi des indicateurs; la réduction de la pauvreté, l'intégration sociale et l'égalité hommes-

<sup>11</sup> Pour plus d'informations sur les possibilités de formation dans le cadre du Programme des emplois verts, veuillez consulter le site du CIF-OIT: [itcilo.org/greenjobs](http://itcilo.org/greenjobs).



## FORUM POLITIQUE DE HAUT NIVEAU ET FOIRE AU PARTAGE DES CONNAISSANCES



L'Académie a débuté par un Forum politique de haut niveau et une Foire au partage des connaissances qui a duré deux jours où les participants ont pu rencontrer 30 responsables gouvernementaux de haut niveau, des représentants des donateurs, et des membres du personnel des organisations partenaires du PAGE. Pour mieux comprendre les politiques et les stratégies de promotion d'une économie verte inclusive, les expériences des pays partenaires du PAGE et les résultats obtenus jusque-là ont été présentés. Ceci a mis en évidence les principaux facteurs du processus de transition et les difficultés existantes qui freinent les initiatives politiques nationales pour une économie verte. Une approche sectorielle des systèmes alimentaires durables a également été présentée et a mis en lumière le mouvement SLOW FOOD à Turin et dans les environs. Le deuxième jour, la Foire au partage des connaissances a été l'occasion de présenter 21 expériences, permettant aux participants de partager et de discuter des meilleures pratiques dans le cadre d'initiatives nationales en cours ou passées.

femmes; l'interdépendance entre le droit commercial international, les politiques macroéconomiques et l'économie verte; l'analyse des besoins en matière de compétences et les programmes de renforcement des compétences; et l'analyse commerciale de l'écologisation.

L'Académie comprenait des séances plénières visant à créer une base de connaissances commune et des cours facultatifs couvrant des sujets thématiques spécifiques et incluant des visites d'étude, en complément de l'enseignement en classe. Les participants ont sélectionné un total de six cours facultatifs parmi les 18 disponibles. Cette méthode d'apprentissage leur a permis de personnaliser leur expérience d'apprentissage en fonction de leurs besoins individuels et des besoins institutionnels.

L'Académie a donné l'occasion aux participants d'échanger leurs connaissances et leurs expériences avec un grand nombre de praticiens internationaux et de mettre en place des réseaux avec d'autres organisations nationales, régionales ou mondiales, et d'autres centres d'excellence. Des tablettes connectées à une plateforme en ligne, sur laquelle figuraient toutes les ressources et les activités d'apprentissage, ont facilité le partage en temps réel des ressources et du matériel.

L'Académie s'est tenue au CIF-OIT à Turin (Italie) du 6 au 17 octobre 2014. Les commentaires des participants et de l'équipe de formation ont inspiré la création de forums régionaux de partage des connaissances et d'apprentissage mis en œuvre en Amérique latine et en Afrique en 2015.

La deuxième Académie mondiale sur l'économie verte a eu lieu du 3 à 14 octobre 2016<sup>12</sup>.



Groupe de participants à l'Académie sur l'économie verte – PAGE (2014)

## Cours en ligne sur les emplois verts pour un développement durable

Le cours en ligne interactif intitulé *Green Jobs for Sustainable Development: Concepts and Practice* (Les emplois verts pour le développement durable: concepts et pratiques) est une formation de six semaines qui a été mise au point pour mieux comprendre les concepts et les définitions relatifs aux emplois verts, ainsi que les pratiques émergentes pour la promotion du développement durable.

Composé de quatre modules d'apprentissage, le cours en ligne aborde les questions fondamentales énumérées ci-après et examine les outils, les meilleures pratiques et la documentation spécialisée: POURQUOI les emplois verts sont-ils essentiels au développement durable? QUELLE est la définition exacte d'un emploi vert (et décent)? OÙ peut-on trouver/créer des emplois verts? COMMENT promouvoir les emplois verts, et qui doit le faire?

Grâce à ce cours, les participants pourront comprendre les liens entre l'environnement, l'économie et la société, ainsi que les enjeux associés; apprendre à définir

<sup>12</sup> Pour plus d'informations sur l'Académie mondiale sur l'économie verte, veuillez consulter le document *Highlights of the 2014 Global PAGE Academy* (en anglais).

les emplois verts et décents et identifier les secteurs dans lesquels les emplois verts sont concentrés dans les différentes régions et les différents pays; reconnaître le rôle des gouvernements et des partenaires sociaux dans la promotion de politiques cohérentes pour la transition vers des économies plus vertes et durables; et connaître les meilleures pratiques et les études de cas pertinentes illustrant la variété d'approches pour la promotion des emplois verts, tel que l'entrepreneuriat vert, le développement des entreprises vertes et le renforcement des compétences.



Actuellement disponible en anglais et en espagnol, le cours en ligne cible les professionnels souhaitant comprendre les concepts essentiels liés aux emplois verts et les liens avec le programme de l'OIT et le cadre de développement durable. Ce cours cible en particulier les représentants des gouvernements, des organisations des employeurs, des syndicats, des organismes nationaux et internationaux de développement, des organisations de la société civile et des professionnels du développement.

Le cours *Green Jobs for Sustainable Development: Concepts and Practice* (Les emplois verts pour le développement durable: concepts et pratiques) est tenu sur le campus virtuel du CIF-OIT, une plateforme virtuelle gérée par une équipe multidisciplinaire d'experts proposant un apprentissage de qualité, des conseils pédagogiques et un appui technique.

Le cours a été dispensé pour la première fois en novembre 2013 et a lieu chaque année depuis cette date. Jusqu'à présent, 92 participants ont bénéficié de cette formation<sup>13</sup>.

*«La formation de l'OIT sur les emplois verts pour le développement durable a été une expérience d'apprentissage extraordinaire. Elle m'a donné d'excellents outils pour approfondir ma connaissance des stratégies et pratiques permettant la promotion efficace des emplois verts dans différents secteurs à l'échelle nationale, infranationale et locale. Grâce à l'engagement des experts et des professionnels à travers le monde, j'ai une meilleure connaissance du potentiel des emplois verts, et j'ai pu établir des partenariats avec les mandats de l'OIT en vue d'autres activités d'apprentissage et de coopération pour mettre en place une économie inclusive et à faible émission de carbone.»*

**Waleska Guerrero Lemus, Mexique**

<sup>13</sup> Pour plus d'informations concernant le cours en ligne sur les emplois verts pour le développement durable, veuillez consulter la partie réservée à la [formation](#) sur le site Web des emplois verts.

# Programme conjoint des Nations Unies d'appui aux pays: Partenariat pour l'action en faveur d'une économie verte (PAGE)

Au cours de la période 2014-2015, PAGE a été renforcé en matière de portée, d'activité et de pertinence globale. En 2014, le Burkina Faso, le Ghana, l'Île Maurice et le Sénégal ont également lancé des activités nationales. Les exercices de détermination de la portée, les évaluations diagnostiques et les événements pour le renforcement des capacités ont été essentiels pour entamer le dialogue sur les processus de planification avec les principaux ministères et parties prenantes nationales.

Les activités du PAGE se sont poursuivies en Mongolie et au Pérou, les deux premiers pays à rejoindre le partenariat en 2013. Grâce à l'appui du PAGE, la Mongolie a élaboré et adopté la Politique de développement vert, promulguée par le parlement. Quant au Pérou, le pays a adopté la Déclaration de Lima «Vers une économie à croissance verte» et a développé sa feuille de route de mise en œuvre d'une stratégie pour une croissance verte.

En mars 2014, la Conférence mondiale du PAGE<sup>14</sup> s'est tenue aux Emirats arabes unis à Dubaï. Plus de 450 participants représentant soixante-six Etats y ont assisté et souscrit à l'objectif du Partenariat consistant à renforcer les capacités nationales pour élaborer et mettre en œuvre des politiques et des stratégies d'économie vertes socialement inclusives.

En septembre 2014, le Partenariat a lancé *The Green Economy Toolkit for Policymakers* (une boîte à outils destinée aux décideurs pour la mise en place d'une économie verte) à la Conférence annuelle de la Coalition pour une économie verte à Londres. La boîte à outils est constituée de trois manuels à l'appui de l'élaboration des politiques vertes, des évaluations des politiques vertes et du suivi des progrès à l'échelle des pays.

Tel que mentionné dans la section précédente, la première Académie sur l'économie verte, organisée dans le cadre du PAGE en octobre 2014, s'est tenue au

14 Pour plus d'informations sur la Première conférence mondiale du PAGE, veuillez consulter le site suivant: <http://www.un-page.org/events/first-page-conference>. (en anglais).

CIF-OIT à Turin (Italie). Cette formation de deux semaines a été une occasion exceptionnelle de se former et d'échanger des connaissances au niveau mondial pour la promotion d'une économie verte et socialement inclusive.

Dans le cadre du PAGE, l'UNITAR propose un cours d'introduction en ligne sur le concept de l'économie verte et son application dans le processus d'élaboration des politiques à l'appui d'une transition verte. En 2014, un total de 112 personnes ont participé au cours d'introduction sur les concepts et applications liés à l'économie verte (*Introduction to a Green Economy: Concept and Application*) et soixante bourses sponsorisées par le Partenariat ont été attribuées à des participants provenant de pays en développement, y compris des pays partenaires.

En 2015, le Partenariat a permis de mettre en œuvre les activités suivantes: fournir des outils et une assistance pour mesurer l'emploi dans le secteur de l'environnement et générer des données statistiques sur les emplois verts nationaux en Mongolie; assister le gouvernement péruvien pour finaliser une stratégie nationale en faveur d'une croissance verte durable et inclusive; mettre en place un incubateur pour stimuler la création d'emplois verts au Sénégal; et réaliser des évaluations des politiques sectorielles dans le domaine de la gestion des déchets, du commerce, de l'industrie verte et des infrastructures vertes. PAGE a également lancé des activités en Afrique du Sud et en Chine (province de Jiangsu).

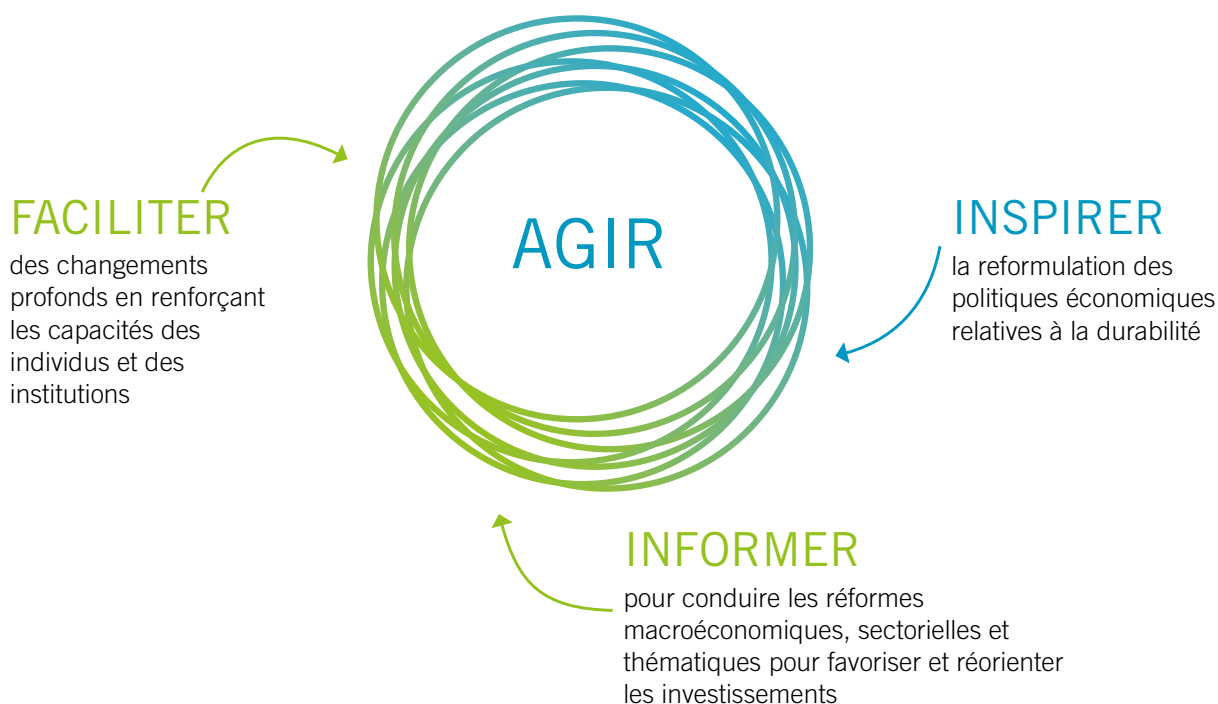
En collaboration avec le CIF-OIT, PAGE continue d'organiser des formations pour donner l'occasion aux décideurs et à d'autres professionnels des organisations de la société civile et des secteurs public et privé d'acquérir des connaissances et de développer des compétences pour promouvoir activement des économies écologiquement durables et socialement inclusives. Grâce à ces activités, l'objectif du PAGE est aussi de créer et faciliter l'échange de connaissances et la création d'un réseau à l'échelle régionale.

Par exemple, un Forum régional sur l'économie verte pour l'Amérique latine a été organisé à Carthagène des Indes (Colombie) du 2 au 6 novembre 2015, où 10 pays



de la région étaient représentés. Les sujets abordés comprenaient notamment: les principaux moteurs de l'économie verte, les instruments politiques macroéconomiques, les outils de modélisation quantitative, et les approches intersectorielles et sectorielles. L'échange de connaissances à tous les niveaux a été encouragé pour favoriser la création d'une communauté régionale de pratiques sur l'économie verte. En outre, un Forum régional africain «Transformation industrielle verte et promotion de l'entrepreneuriat vert comme moteur de croissance durable et inclusive en Afrique rurale » a été organisé à Accra (Ghana) du 9 au 13 novembre 2015. Un total de 29 pays francophones et anglophones y ont participé. Ce forum a constitué une plateforme d'analyse des principaux moyens d'utiliser efficacement les ressources et des enjeux de l'entrepreneuriat vert, en particulier dans le domaine de l'économie verte en Afrique rurale.

A l'avenir, le Partenariat PAGE fournira des services de renforcement des capacités et une assistance technique plus complète et mieux coordonnée pour aider les pays et les régions souhaitant réformer leurs politiques et pratiques économiques relatives à la durabilité pour stimuler la croissance, créer des emplois et réduire la pauvreté et les inégalités. En se fondant sur l'approche «inspirer, informer, et faciliter», PAGE aide les pays durant les différentes étapes de l'élaboration des politiques à mettre en place des économies plus vertes et plus inclusives. En 2016, le Partenariat étendra ses activités dans 2 ou 3 nouveaux pays.



 PAGE *inspire* en:

- assurant la promotion d'une planification stratégique pour le développement national intégrant les objectifs d'une économie verte inclusive;
- mobilisant les parties prenantes du secteur public, privé et de la société civile pour reformuler les politiques et pratiques relatives à la durabilité;
- invitant les partenaires financiers (banques de développement, organismes et entreprises de coopération au développement) à financer et appuyer la transition vers une économie verte et inclusive;
- échangeant les meilleures pratiques et les expériences nationales pour inspirer le changement à l'échelle mondiale.

 PAGE *informe* en:

- fournissant un appui aux gouvernements nationaux pour que ces derniers identifient les possibilités, les opportunités et les enjeux liés à une économie verte et inclusive grâce à des recherches multidisciplinaires et l'élaboration de scénarios;
- fournissant une assistance technique dans le cadre de l'élaboration des politiques, des stratégies et des plans aux niveaux macroéconomique et sectoriel;
- développant des outils et des cadres de mesure à l'appui de l'analyse et du suivi des progrès vers une économie verte et inclusive;
- générant des connaissances sur les économies vertes et inclusives grâce à la collaboration Sud-Sud et Nord-Sud.

 PAGE *facilite* en:

- renforçant les capacités institutionnelles nationales au moyen de programmes et de stratégies d'apprentissage propres à un pays;
- proposant des formations à l'échelle mondiale et régionale sur l'économie verte et inclusive à des individus et des institutions.

Le Partenariat pour l'action en faveur d'une économie verte (PAGE) a été créé en 2013 par le PNUE, l'OIT, l'ONUDI et l'UNITAR, puis rejoint par le PNUD en 2014. L'objectif du PAGE est de contribuer à une transformation juste et durable des structures nationales économiques dans vingt pays d'ici 2020<sup>15</sup>.

<sup>15</sup> Pour plus d'informations sur PAGE, veuillez consulter le site suivant: <http://www.un-page.org/> (en anglais).

# Outils diagnostiques et réseau de professionnels: GAIN

Du fait de l'intérêt croissant des pays pour les mesures en faveur du climat et de la durabilité environnementale, les décideurs ont besoin d'informations sur les effets socioéconomiques et les conséquences sur l'emploi des politiques d'écologisation. Les pays s'intéressent surtout aux possibilités dont ils disposent pour maximiser les gains liés à l'emploi et créer des garanties sociales, le cas échéant. L'acquisition de ces informations exige de réaliser une évaluation empirique approfondie; bon nombre de pays ne disposent pas des capacités et de l'expertise techniques nécessaires pour mener des évaluations conformément aux méthodologies et aux outils quantitatifs adaptés.

Le Réseau des institutions d'évaluation des emplois verts (GAIN - *Green Jobs Assessment Institutions Network*), un réseau de recherche d'instituts et d'experts dans le domaine de la recherche, vise à combler ces lacunes en matière de connaissances et de capacité. Le réseau œuvre en faveur de l'élaboration et de l'amélioration des outils et des méthodologies pour l'évaluation empirique des emplois verts et le renforcement des capacités institutionnelles pour la réalisation de ces évaluations, en particulier dans les pays en développement et à faible revenu.

En s'appuyant sur les travaux antérieurs de l'OIT dans ce domaine, le réseau GAIN réalise actuellement des tests et développe des modèles d'évaluation pour les emplois verts (GJAM – *green jobs assessment models*) pouvant: a) produire des estimations quantitatives sur les emplois verts existants et potentiels dans une économie nationale, par secteur et; b) simuler les impacts à court et moyen terme des scénarios de politiques conventionnelles et verts concernant l'emploi et la répartition des revenus, ce qui permet aux décideurs d'identifier les meilleures options



Participants à la deuxième Conférence du réseau GAIN (2015)



politiques pour la création d'emplois verts. Ces modèles permettent aussi de prévoir les répercussions sur les emplois et les revenus lorsque l'on s'éloigne des secteurs conventionnels, tels que l'exploitation minière, pour se consacrer aux secteurs verts, comme celui des énergies renouvelables. Ceci permet décideurs de prévoir ces types de changements de secteurs (qualifiés de transitions vers une économie verte) et de s'y préparer.

La deuxième Conférence internationale du réseau GAIN, qui a eu lieu en avril 2015 au BIT à Genève, a été l'occasion pour les experts techniques et les décideurs d'examiner leurs expériences en appliquant divers modèles d'évaluation et d'analyser leur capacité à orienter les processus d'élaboration des politiques<sup>16</sup>. Les discussions ont donné lieu à des commentaires constructifs pour améliorer les modèles d'évaluation et influencer les stratégies de manière à renforcer leur facilité d'utilisation dans l'élaboration des politiques.

Le réseau GAIN est en train de développer un programme de formation sur l'évaluation des emplois verts servant de manuel pratique à l'usage des décideurs et des chercheurs concernés pour renforcer les capacités nationales. Le premier projet de ce programme de formation a été présenté et discuté lors de la conférence susmentionnée. Les experts ont été invités à commenter sur les modules de formation, notamment les méthodologies, le format, les outils et les exercices.

Le réseau GAIN a été conceptualisé lors de l'atelier inter-institutions sur l'emploi et l'inclusion sociale dans une économie verte organisé par l'OIT en collaboration avec le PNUE, l'ONUDI et l'UNITAR en mars 2013 à Turin<sup>17</sup>.



16 Pour plus d'informations sur la deuxième Conférence internationale du réseau GAIN, veuillez consulter l'article suivant (en anglais) «[Robust assessments for better policies: experts review training package](#)»

17 Pour plus d'informations sur le réseau GAIN, veuillez consulter le site suivant: [http://www.ilo.org/global/docs/WCMS\\_230513](http://www.ilo.org/global/docs/WCMS_230513) (en anglais)



# Outils pour les entreprises

L'écologisation des entreprises est le processus continu consistant à améliorer les performances environnementales d'une entreprise en prenant des mesures pour renforcer l'efficacité matérielle et énergétique et réduire ou éliminer les déchets et la pollution résultant de pratiques commerciales. Tous les types d'entreprises peuvent suivre ce processus d'écologisation, qui se traduira éventuellement par des produits et services écologiques certifiés.

L'OIT encourage une approche axée sur les personnes dans le cadre de l'écologisation des entreprises, en particulier le développement des compétences, l'amélioration des conditions de travail, la sécurité et la santé au travail et le dialogue social. L'OIT travaille directement avec les entreprises et offre un appui aux parties prenantes nationales pour identifier et appliquer les options stratégiques favorisant l'écologisation des entreprises au moyen du dialogue social. Les travailleurs et les employeurs jouent un rôle tout aussi important, et le dialogue et la coopération entre les travailleurs et les employeurs sont encouragés.

Le projet de l'OIT pour des entreprises plus vertes en Asie (*Greener Business Asia* – GBA) répond au besoin d'une transition vers des modèles commerciaux plus durables et responsables grâce à la coopération entre les travailleurs et les employeurs<sup>18</sup>. Dans le cadre du GBA, un programme pilote de formation pour les équipes d'intervention en vue de l'écologisation des entreprises a été mis en œuvre à Phuket (Thaïlande) en 2011-2012. Le programme ciblait les hôtels de petite et moyenne taille et a permis de fournir aux travailleurs et au personnel de direction des outils pratiques, des connaissances et les a incités à travailler ensemble pour changer les pratiques sur le lieu de travail afin d'améliorer l'efficacité des ressources, la performance environnementale et la compétitivité du marché. Des équipes, rassemblant travailleurs et membres de la direction, ont été mises sur pied dans les hôtels participant au projet pour identifier les domaines dans lesquels il faudrait apporter des améliorations environnementales, élaborer des stratégies réalisables et œuvrer ensemble de manière continue sur les plans d'amélioration écologique<sup>19</sup>. Des réseaux et services d'appui ont également été mis en place pour faciliter l'échange des connaissances et des meilleures pratiques entre les hôtels participant au programme. La deuxième phase du projet pilote a été mise en œuvre en 2013-2014, et portait essentiellement sur l'engagement des partenaires sociaux de l'OIT. Elle a été l'occasion d'aider les organisations de travailleurs et d'employeurs à mieux faire comprendre à leurs membres et affiliés le concept des emplois verts et des entreprises vertes pour en assurer la promotion.

18 Pour plus d'informations sur le projet *Green Business Asia*, veuillez consulter le site suivant: [http://www.ilo.org/global/docs/WCMS\\_230513/lang-en/index.htm](http://www.ilo.org/global/docs/WCMS_230513/lang-en/index.htm) (en anglais)

19 Pour en savoir plus sur l'écologisation du secteur hôtelier en Thaïlande, veuillez consulter le [rapport de projet](#) (en anglais)

Bien souvent, l'écologisation de ces entreprises a renforcé les mécanismes de communication et de coopération continues entre les travailleurs et la direction, permis de mettre en place des comités pour la sécurité et la santé au travail, amélioré l'organisation de l'espace de travail, et permis de mettre en place des systèmes de gestion des déchets fondée sur l'approche des 3R (réduire, réutiliser et recycler) dans les hôtels participants.

En se fondant sur l'expérience et les enseignements tirés du programme pilote en Thaïlande, l'OIT met au point un modèle global d'intervention pour l'écologisation des entreprises dans le secteur hôtelier. Ce nouveau modèle d'intervention intègre également les meilleures pratiques du Système de mesure et d'amélioration de la productivité (ProMes) appliqué en Amérique latine et dans les Caraïbes. Grâce au dialogue social entre les responsables, les cadres intermédiaires, les travailleurs et les syndicats, la méthodologie de ProMes permet de mettre au point des stratégies définies d'un commun accord pour améliorer la productivité, les conditions de travail et l'égalité sociale au sein des organisations, tout en prêtant une attention particulière à la performance environnementale. L'approche unique de ProMes comprend des manuels pour un apprentissage en autonomie et un système interactif d'identification et de suivi des problèmes et des solutions. ProMes a donné des résultats probants et durables dans les entreprises participantes.

Le nouveau modèle d'intervention consolidé pour l'écologisation des entreprises est actuellement à l'essai au Honduras et au Mexique dans les hôtels de petite, moyenne et grande taille. David Isaac Pérez Peralta (voir partie 3 du présent rapport) travaille à Los Picos, un des hôtels participant à une intervention pilote au Mexique. Dans son témoignage, nous pouvons voir les effets positifs que cette formation a eus sur la sensibilisation des travailleurs à l'environnement, sur les pratiques de travail quotidiennes, sur les relations entre les travailleurs et la direction et sur les performances environnementales.

Au Honduras, le programme pilote a été mis en œuvre en parallèle d'un dialogue national tripartite sur les emplois verts et les entreprises vertes. L'objectif du dialogue est d'élaborer une stratégie nationale visant à mettre en place des mesures incitatives pour l'écologisation des entreprises et la création d'emplois verts. Un manuel de «formation des formateurs» permettra de développer les capacités nationales et d'intensifier les activités du programme.

En outre, le réseau des emplois verts de l'Asie et du Pacifique (AP- OIT) a créé une communauté mondiale de pratiques servant de plateforme afin de faciliter l'échange et l'exploitation des connaissances, l'approfondissement de la compréhension, le réseautage, l'engagement dans un dialogue et le lancement d'un débat sur les emplois verts avec les mandants, les professionnels et les praticiens engagés<sup>20</sup>.

<sup>20</sup> Pour plus d'informations, veuillez consulter la [page sur la communauté de pratiques pour l'écologisation des entreprises touristiques](#) (en anglais)

# Outils pour les gouvernements

Des statistiques harmonisées sont nécessaires pour concevoir, planifier et évaluer l'impact des politiques vertes sur les marchés du travail et assurer le suivi des transitions vers une économie verte.

A la 19<sup>e</sup> Conférence internationale des statisticiens du travail (CIST) en octobre 2013, l'OIT a adopté un ensemble de principes directeurs<sup>21</sup> pour définir et mesurer l'emploi dans le secteur de l'environnement, qui est défini comme l'ensemble des unités économiques qui produisent, conçoivent et fabriquent des biens et des services destinés à la protection de l'environnement et à la gestion des ressources. Les emplois verts sont désignés comme une sous-catégorie de l'emploi dans le secteur de l'environnement, représentant tous les emplois décents. Les délégués présents à la conférence ont convenu que des tests et un pilotage intensifs sont nécessaires pour recueillir les expériences des pays fondées sur les principes directeurs et qu'il était nécessaire de poursuivre les recherches sur les méthodes d'estimation de l'emploi dans le secteur de l'environnement.

A cette fin, le Département des statistiques du BIT, en collaboration avec le Programme des emplois verts a mis au point une méthodologie pour recueillir les statistiques reposant sur un ensemble de variables concernant l'existence et la nature des emplois verts dans une économie nationale. La méthodologie est composée de deux modules spécifiques de questionnaires: le premier est conçu pour les ménages et sera distribué en même temps que les enquêtes sur la main-d'œuvre; l'autre est conçu pour les établissements (à savoir, les entreprises) et sera distribué avec les enquêtes sur l'emploi et les revenus.

Jusqu'à présent, deux pays ont participé aux programmes pilotes pour tester l'application pratique des nouveaux principes directeurs et des méthodologies de collecte de données: l'Albanie en 2013 et la Mongolie en 2014.

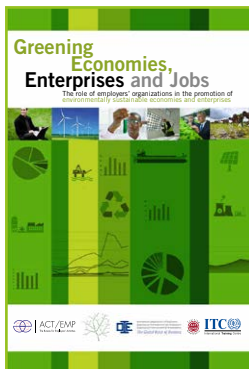
En Albanie, le programme pilote visait à: évaluer la faisabilité de la collecte de données sur l'emploi du secteur environnemental et les emplois verts au moyen d'enquêtes auprès des ménages et des établissements; vérifier l'adéquation des modèles de questionnaires; et déterminer si les personnes interrogées comprenaient les concepts et les définitions. Les informations essentielles sur la distribution industrielle, professionnelle et géographique des emplois verts ont été recueillies et des domaines dans lesquels il serait possible de poursuivre les recherches ont été identifiés.

21 OIT (2013), Rapport de la Conférence – 19<sup>e</sup> Conférence internationale des statisticiens du travail

En Mongolie, la méthodologie et les instruments de l'enquête pour recueillir les données sur l'emploi dans le secteur environnemental et les emplois verts ont fait l'objet d'autres essais. Les objectifs du programme étaient les suivants: évaluer l'emploi dans le secteur environnemental; compiler des informations qui permettraient d'évaluer la qualité de l'emploi dans ce secteur; produire un certain nombre d'indicateurs qui renseigneraient le profil statistique des personnes employées dans le secteur de l'environnement et des emplois verts; et fournir des données sur les caractéristiques des unités économiques actives dans le secteur environnemental.

Dans le cadre des activités de l'OIT sur la promotion des emplois verts, d'autres programmes pilotes seront mis en œuvre pour capitaliser les expériences des pays, développer une méthodologie fiable pouvant être appliquée dans différents contextes nationaux et établir (à long terme) une base de données mondiale sur l'emploi dans les industries des biens et des services environnementaux.

# 5. PUBLICATIONS RECENTES



## Greening Economies, Enterprises and Jobs: The role of employers' organizations in the promotion of environmentally sustainable economies and enterprises (2016)

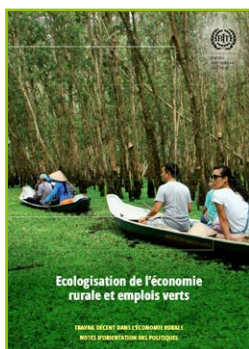
(L'écologisation des économies, des entreprises et des emplois: le rôle des organisations des employeurs dans la promotion des économies et des entreprises durables)

Sur le plan économique et environnemental, les entreprises ont un rôle très important dans la fourniture de produits, processus, technologies, services et solutions viables, nécessaires à la transition vers une économie verte et un développement durable. Pourtant, les entreprises, les organisations des employeurs et des entreprises ont besoin d'informations, d'outils et de bonnes pratiques pour défendre efficacement leurs membres dans les dialogues politiques nationaux, et élaborer des stratégies d'atténuation des risques et identifier les possibilités offertes à leurs propres organisations et membres. Ce nouveau guide de ressources propose une vue d'ensemble: de la contribution en constante évolution des entreprises dans le débat sur le développement durable; des limites à l'échelle planétaire, des défis environnementaux et de leurs implications pour les entreprises; de l'écologisation des entreprises et des lieux de travail; et du rôle des entreprises et des organisations d'employeurs dans le cadre du lobbying et du développement des services dans le domaine de l'environnement.



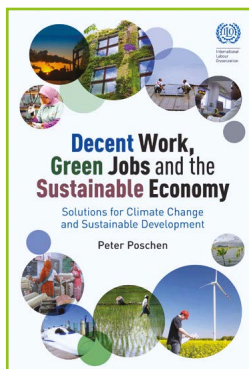
## Principes directeurs pour une transition juste vers des économies et des sociétés écologiquement durables pour tous (2016)

Les principes directeurs constituent à la fois un cadre stratégique et un outil pratique pour aider les pays à tous les niveaux de développement dans leur gestion de la transition vers une économie à faible émission de carbone. Ces principes directeurs peuvent également les aider à atteindre leurs contributions déterminées à l'échelle nationale (INDC – *Intended Nationally Determined Contributions*) pour l'action climatique et les Objectifs de développement durable à l'horizon 2030. Les principes directeurs couvrent neuf domaines d'action et sont conçus pour créer des emplois décents à grande échelle et veiller à ce que la protection sociale soit mise en place en fonction des besoins. Ils comprennent également des mécanismes de dialogue social entre les gouvernements, les organisations de travailleurs et d'employeurs dans le cadre du processus d'élaboration des politiques à tous les niveaux.



## Ecologisation de l'économie rurale et emplois verts (2015)

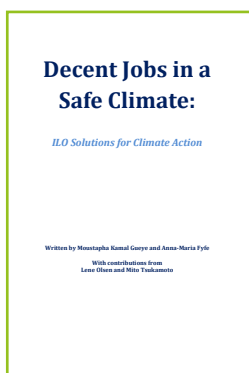
L'écologisation de l'économie rurale est essentielle pour renforcer la productivité des ressources et de la main-d'œuvre, intensifier les mesures d'éradication de la pauvreté, augmenter les possibilités de revenus et améliorer le bien-être des hommes et des femmes en milieu rural. Les populations rurales dépendent souvent directement de l'environnement et des ressources naturelles pour subvenir à leurs besoins, comme dans le secteur agricole, forestier, minier et touristique. Cette note d'orientation politique porte essentiellement sur des domaines qui sont au cœur des économies rurales et peuvent constituer un moteur pour une transformation économique durable et la création d'emplois verts. Elle s'intègre à un portefeuille de notes d'orientation politique illustrant l'approche holistique de l'OIT pour promouvoir le travail décent dans l'économie rurale.



## Decent Work, Green Jobs and the Sustainable Economy: Solutions for Climate Change and Sustainable Development (2015)

(Le travail décent, les emplois verts et l'économie durable: des solutions pour le changement climatique et le développement durable)

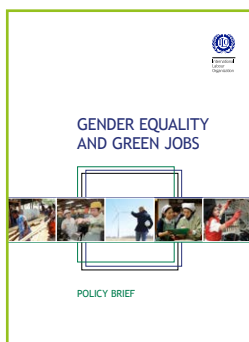
L'argument principal de cette publication est que les économies durables sur le plan environnemental ne pourront exister que grâce à l'engagement actif du monde du travail. Les entreprises, les travailleurs et les gouvernements sont des agents essentiels de changement dans une transition verte qu'il est nécessaire de mettre rapidement en place dans nos économies. Ils permettent de mettre au point de nouvelles façons de travailler favorables à la protection de l'environnement, à la création d'emplois décents et à l'inclusion sociale. Ce livre met en lumière les solutions proposées par le monde du travail pour que les politiques et pratiques permettent de lutter contre le changement climatique, de parvenir à instaurer un environnement durable, de construire des sociétés prospères et de parvenir à la cohésion sociale.



## Decent Jobs in a Safe Climate: ILO Solutions for Climate Action (2015)

(Les emplois décents dans un climat sûr: les solutions de l'OIT pour une action climatique)

L'action pour le climat peut se traduire par des emplois plus nombreux et de meilleure qualité, par la réduction de la pauvreté et l'inclusion sociale dans la recherche d'une économie à faible émission de carbone et durable. Ce document présente une sélection d'initiatives, de pratiques réussies, d'outils, d'instruments, et des orientations politiques efficaces de l'OIT contribuant à l'avancement des programmes sur le climat et le travail décent. Il fait valoir: a) qu'une meilleure compréhension des effets du changement climatique sur l'emploi et les revenus est essentielle pour l'élaboration d'une politique cohérente; b) que des mesures d'adaptation devraient appuyer les personnes les plus vulnérables grâce à la protection sociale, à la microassurance, à des possibilités de migration équitables et aux programmes publics pour l'emploi pour réduire les risques de catastrophe; c) que les mesures d'atténuation doivent être facilitées grâce au renforcement et à la mise à jour des compétences, à la formation, à l'éducation et au développement de l'entrepreneuriat pour maximiser le potentiel de création d'emplois d'une économie à faible émission de carbone; et d) que le dialogue social, le tripartisme et la négociation collective sont essentiels pour enclencher un processus décisionnel efficace.



## Gender Equality and Green Jobs (2015)

(L'égalité hommes-femmes et les emplois verts)

L'égalité entre hommes et femmes est l'une des exigences fondamentales pour parvenir au développement durable. Ce document de politique vise à alimenter le débat sur la manière dont l'égalité entre hommes et femmes peut devenir une composante des stratégies pour une économie verte et sur la façon de favoriser l'accès aux emplois verts et décents pour les femmes et les hommes. Ce document explique en quoi l'égalité entre hommes et femmes importe dans l'écologisation des économies et examine les possibilités de résoudre les difficultés liées à l'emploi que les femmes rencontrent dans les secteurs verts émergents.



### Une transition juste pour tous: le passé peut-il éclairer l'avenir? (2015)

Le développement durable et le changement climatique sont des questions de haute importance et figurent parmi les priorités mondiales. De ce fait, l'OIT appelle à une transition juste pour tous vers une économie verte et socialement durable. Ce numéro du *Journal international de recherches syndicales* examine les expériences internationales antérieures en matière de transition sous l'angle du cadre pour une transition juste dans le but de tirer des enseignements, orienter et façonner les politiques et les stratégies futures pour une transition juste. Le document met en évidence l'importance de la cohérence des politiques, du dialogue social et de la consultation et de la participation de toutes les parties prenantes concernées.



### Decent Work in the Green Economy: Business Cases from Turkey (2015)

(Le travail décent dans l'économie verte: analyses de cas en Turquie)

L'économie verte et les emplois verts sont des concepts nouveaux qui ont récemment été au cœur des débats en Turquie. Ce rapport, préparé dans le cadre du projet de l'OIT pour le travail dans une économie verte (*Decent Work in the Green Economy*) (2013-2015), présente les expériences de certaines entreprises dans la mise en œuvre des modèles d'entreprises vertes. Les informations ont été recueillies au moyen d'entretiens individuels avec le personnel responsable de la durabilité au sein de chaque entreprise. Ce document cible les décideurs et met en lumière la façon dont les entreprises peuvent constituer le principal moteur du changement grâce à la création d'emplois et des effets positifs sur l'environnement. Le rapport vise à faciliter la mise en commun des connaissances et l'analyse qui donneront lieu à des stratégies de création d'emplois verts socialement inclusives pour la promotion du travail décent dans le cadre de la transition vers une économie verte en Turquie.



### Skills for Employment Policy Brief - Greening the economies of least developed countries: the role of skills and training (2014)

(L'écologisation des économies des pays les moins avancés: le rôle des compétences et de la formation)

Bon nombre des pays les moins avancés du monde (PMA) sont confrontés à des enjeux majeurs liés aux effets de la détérioration de l'environnement et du changement climatique. Ces effets affectent la production économique, l'emploi et le bien-être social; une transition vers une économie verte est donc une nécessité économique et sociale dans ces cas. Cette note d'orientation porte sur le rôle du développement des compétences dans la construction d'une économie plus verte dans un PMA. Elle identifie les difficultés liées aux compétences dans l'écologisation de l'économie des PMA et présente une série de recommandations stratégiques pour stimuler les compétences nécessaires et créer des emplois plus nombreux et de meilleure qualité.





### Green jobs in Mexico (2014)

(Les emplois verts au Mexique)

Ce rapport donne un aperçu des résultats d'une évaluation nationale des emplois verts existants et potentiels au Mexique. L'évaluation révèle l'existence d'un total de 1,815 million d'emplois directs dans le domaine de l'environnement dans neuf secteurs clés d'activités économiques vertes, ce qui représente 4,5 pour cent de la population active en 2011. L'évaluation montre que ces secteurs génèrent 971 000 emplois indirects, totalisant 2,786 millions d'emplois directs et indirects. Les résultats indiquent que toutes les activités vertes incluses dans l'analyse ont un coefficient d'emploi supérieur ou égal à leurs activités conventionnelles correspondantes, en particulier dans les secteurs de l'agriculture, de la construction et de l'énergie électrique.



### Are you in a search of a Green Biz idea? (2013)

(Etes-vous à la recherche d'une idée de création d'entreprise verte?)

L'objectif de ce manuel, produit en collaboration avec le Fonds d'appui à l'entrepreneuriat des jeunes, est de servir de guide pratique pour les entrepreneurs souhaitant créer une entreprise verte. Il présente un aperçu des technologies et des services commerciaux écologiques réalisables, décrit le type de compétences requises pour créer une entreprise dans ce domaine, et donne accès à la recherche et aux informations connexes. Le manuel met l'accent sur des secteurs verts spécifiques, notamment celui des énergies renouvelables; de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche; de la gestion des déchets et du recyclage; de la construction, de la nature et de l'écotourisme; et des technologies pour une utilisation efficace de l'énergie, des matériaux et de l'eau.

## 6. REMARQUES FINALES

La fin de l'année 2015 a été marquée par l'adoption de l'Accord de Paris pour lutter contre le changement climatique – un accord historique ouvrant la voie vers un avenir à faible émission de carbone et durable. Il importe de souligner que l'accord reconnaît le caractère impératif d'une transition juste pour la main-d'œuvre et de la création d'emplois décents. Bien qu'il ne s'agisse que d'un point précis d'un texte plus long et complexe, la phrase fait écho à l'appel invitant l'OIT à adopter un plus grand rôle et fait peser une grande responsabilité sur le monde du travail pour que celui-ci contribue à l'action climatique et encourage à la fois la création d'emplois et la justice sociale.

A cet effet, toutes les parties prenantes devront mettre en place une action consolidée au niveau national lors de la mise en œuvre de ces engagements, et les agences des Nations Unies devront mettre au point des mesures efficaces pour faciliter le processus. En fédérant les compétences de cinq agences des Nations Unies – le PNUE, l'OIT, l'ONUDI, le PNUD et l'UNITAR – et en travaillant en étroite collaboration avec les gouvernements nationaux, le Partenariat pour une action en faveur d'une économie verte (PAGE) propose un programme complet et coordonné d'assistance et de services techniques pour construire des économies vertes socialement inclusives.

Tel que décrit dans le présent rapport, le programme de formation sur les emplois verts du CIF-OIT, qui a été considérablement étoffé et diversifié pour répondre à la demande croissante, s'est avéré indispensable pour fournir aux parties prenantes les connaissances nécessaires pour qu'elles puissent participer efficacement à la conception stratégique en vue de créer des emplois verts. De même, GAIN, un réseau d'institutions et d'experts dans le domaine de la recherche œuvrant en faveur de l'élaboration et de l'amélioration d'outils et de méthodologies employés dans le cadre des évaluations empiriques des emplois verts, renforce les capacités institutionnelles nationales nécessaires pour réaliser ces évaluations qui sont essentielles pour la formulation et la mise en œuvre des politiques.

Dans le présent rapport, les six comptes-rendus sélectionnés des personnes ayant bénéficié des activités du Programme dans des régions et des secteurs différents illustrent les effets positifs des interventions relatives aux emplois verts sur les travailleurs, les lieux de travail et les entreprises lorsque sont adoptées des pratiques environnementales et des conditions de travail décentes.

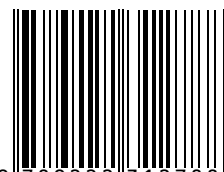
De toute évidence, l'OIT œuvre continuellement pour faire de la durabilité environnementale un principe central des programmes nationaux, des résultats stratégiques et du plaidoyer mondial.

En s'appuyant sur le Programme des emplois verts existant, l'Initiative verte du centenaire de l'OIT renforcera substantiellement les connaissances au sein du Bureau, les conseils et les outils politiques de l'OIT pour la gestion d'une transition juste vers des sociétés écologiquement durables et à faible émission de carbone. Cela permettra aux acteurs à l'échelle mondiale de mieux comprendre les enjeux et les opportunités de la transition à venir, et les aidera à adopter un rôle actif dans la gestion de ce changement. A l'échelle nationale, l'application des Principes directeurs de l'OIT pour une transition juste restera la priorité pour mettre au point et promouvoir un modèle d'intervention qui pourra être appliqué dans tous les Etats membres dans le cadre du Programme de développement pour 2030.





ISBN 978-92-2-231278-8



9 789222 312788